



Commission
européenne

PANORAMA

HIVER 2016 / N° 59

La contribution de l'UE renforce le Programme mondial pour les villes de l'ONU

GRAND EST:
BÉNÉFICES ET
DÉFIS POUR
LA NOUVELLE
RÉGION FRANÇAISE



LE CADRE DE
COMPÉTENCES
SOUTIEN
L'ADMINISTRATION
DES FONDS



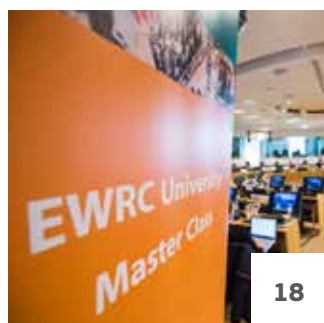
Politique
régionale
et urbaine

PANORAMA

ÉDITORIAL.....	03	ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE EN POLOGNE.....	24
LES VILLES EUROPÉENNES MONTRENT LA VOIE.....	04	ENCADRÉ: LAURÉATS DU CONCOURS PHOTO EDMR.....	25
POINT D'INFORMATION: 1 – PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES.....	08	UN RÔLE STRATÉGIQUE POUR LE GRAND EST AU SEIN DE L'UE.....	28
LA COMMISSAIRE CREȚU CONDUIT LA DÉLÉGATION DE L'UE À QUITO.....	10	LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE SCRUTE L'HORIZON....	36
ÉVALUATION <i>EX-POST</i> DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	16	CADRE DE COMPÉTENCES.....	38
LA EWRC 2016 FAIT BONNE IMPRESSION.....	18	CARTE: INDICE DU PROGRÈS SOCIAL RÉGIONAL.....	40
LES LAURÉATS DES PRIX REGIOSTARS RÉCOMPENSÉS.....	20	UNE RÉFÉRENCE POUR UNE NAVIGATION PROPRE.....	42
LA ROUMANIE ET LES PAYS-BAS: COLLABORATION DANS LE DOMAINE DES RIS3 EN PRATIQUE.....	22	PROJETS DE LA GRÈCE ET DES PAYS-BAS.....	44
APPROCHE INTELLIGENTE EN TOSCANE.....	23	INTERVIEW AVEC ENRICO ROSSI.....	46
		NOUVELLES EN BREF.....	48
		PROGRAMME.....	51



1



18



20



29

Dans cette édition...

Bienvenue dans l'édition hiver 2016 de *Panorama*. L'article principal de ce numéro aborde la participation de l'UE à la récente conférence Habitat III qui s'est tenue à Quito (Équateur) et qui a facilité le partage d'expériences du monde entier dans le domaine du développement urbain durable. Nous nous arrêterons ensuite sur la dernière édition très réussie de la European Week of Regions and Cities, nous vous révélerons quelques-unes des conclusions majeures de l'évaluation *ex post* de la période de financement 2007-2013 et nous nous intéresserons à l'avenir de la stratégie pour la région de la mer Baltique. Notre examen approfondi d'une région de l'UE présente la région française Grand Est, créée récemment, et qui comporte des interviews du président de la région et des commissaires Crețu et Thyssen, ainsi qu'une sélection de projets récents et réussis. La rubrique «La parole est à vous» de cette édition vous propose des contributions qui nous viennent de Pologne, d'Italie, de Roumanie et des Pays-Bas.

Notre rubrique «Projets» comprend quant à elle des contributions de la Grèce et des Pays-Bas, tandis que l'interview consacrée au projet s'intéresse de plus près à un projet de transport dans la région du Sud de la Baltique. Vous trouverez également un poster reprenant les meilleurs clichés du concours photo «L'Europe dans ma région».

Ana Paula Laissy

ANA-PAULA LAISSY

*Chef de l'unité chargée de la communication,
Direction générale de la politique régionale et urbaine,
Commission européenne*

ÉDITORIAL

Voici la dernière édition de *Panorama* en 2016. Et oui, je pense que le moment est venu de s'arrêter un instant, de regarder l'année écoulée et de se tourner vers l'année 2017 en se concentrant sur la politique régionale.

En analysant ces 12 derniers mois, nous constatons que certaines étapes importantes ont clairement été franchies, mais j'aimerais en souligner seulement trois.

Premièrement, je tiens à mentionner l'évaluation honnête et franche des réalisations de la politique régionale au cours de la période de financement 2007-2013. Il s'agissait sans doute de la période la plus difficile de l'histoire de l'Union européenne, que ce soit pour des raisons économiques ou politiques. Pourtant, l'évaluation montre sans équivoque que la politique régionale a servi de bouée de sauvetage pour de nombreux États membres confrontés à des crises budgétaires. Notre politique a aidé 1 million de personnes à trouver un emploi malgré la crise, elle a soutenu des milliers de petites et moyennes entreprises européennes et elle a amélioré la vie de millions d'Européens en investissant dans l'accès aux services fondamentaux, tels que l'eau propre, par exemple.

Dans le contexte de la crise économique et financière la plus grave de ces 80 dernières années, la politique de cohésion a constitué une source essentielle d'investissement public.

Deuxièmement, je suis particulièrement ravie et fière de notre proposition d'abandon du co-financement de la part des bénéficiaires pour la reconstruction des zones endommagées par des catastrophes naturelles. Ici encore, la valeur ajoutée de l'UE est claire et visible.

Troisièmement, nous avons travaillé main dans la main avec les États membres et les régions pour conclure avec succès les investissements de 2007-2013 et initier les nouveaux en s'appuyant sur des bases solides. Plus de 120 milliards d'euros ont été alloués à des projets spécifiques, ce qui contribuera à améliorer la vie des citoyens dans l'UE.

Pourtant, notre plus grand défi pour 2017 ne concernera pas l'efficacité de la politique régionale en tant que telle, mais consistera à convaincre tout le monde qu'elle est véritablement efficace. La politique régionale doit faire une différence, mais elle doit aussi être perçue comme faisant une différence!



En 2017, il faudra également parvenir à concilier les nouvelles priorités qui nécessiteront des ressources financières avec les prochains budgets européens qui ne devraient pas augmenter. Il sera également de notre devoir de tenter de réconcilier ce qui pourrait être considéré comme des besoins contradictoires: simplifier l'accès aux fonds politiques régionaux, en particulier pour les plus petits bénéficiaires, tout en sauvegardant l'argent des contribuables et en améliorant notre vitesse de réaction aux événements comme les catastrophes naturelles.

Soyons honnêtes: en 2017, la politique régionale sera mise sous pression, elle sera critiquée et certains diront qu'il est temps d'aller plus loin.

Et pourtant, la politique régionale fonctionne! Dans toute l'Europe! Et nous le savons.

Toutefois, nous sommes pris dans un tourbillon de changements sociétaux et technologiques, ce qui signifie que nous devons nous adapter à ces changements. Et ce point représente également un problème de communication: comment toucher 500 millions d'Européens qui ont de moins en moins confiance dans les institutions et les médias traditionnels? De quels messages, de quels mots et de quels outils avons-nous besoin?

En 2017, *Panorama* vous tiendra informé sur ces questions et d'autres sujets. Pour l'instant, cette édition vous permet d'en apprendre plus sur l'évaluation 2007-2013, que ce soit en termes de création d'emplois, de soutien aux entreprises, de transport et de lutte contre le changement climatique.

Il est essentiel que cette bonne nouvelle soit correctement communiquée aux citoyens de l'UE pour les aider à mieux comprendre l'étendue des améliorations durables que la politique de cohésion apporte dans nos vies.

Je vous souhaite tous mes vœux pour l'année 2017.

CORINA CREȚU *Commissaire européenne en charge de la politique régionale*

Les villes européennes montrent la voie

Un nouveau rapport révèle que les villes européennes jouent un rôle majeur pour parvenir à un avenir plus innovant, inclusif et durable.



Le nouveau «rapport sur l'état des villes européennes» montre que ces dernières sont deux fois plus denses que les villes de l'Amérique du Nord. Les villes africaines, asiatiques et latines sont de loin les plus denses, mais elles sont susceptibles de s'étendre étant donné qu'elles deviennent plus riches et que les infrastructures de transport se développent. Leurs besoins énergétiques futurs dépendront

de leur capacité à maintenir des densités de population suffisamment élevées pour soutenir des infrastructures efficaces pour les transports publics, les piétons et les cyclistes. De nombreuses villes européennes offrent de bons exemples sur la manière d'atteindre cet objectif.

Les villes européennes ont plusieurs caractéristiques démographiques distinctes. Les villes, et en particulier les capitales, ont tendance à se développer plus rapidement que leur pays dans son ensemble. Elles attirent davantage de personnes en âge de travailler à la recherche d'une formation supérieure ou d'un meilleur emploi. Les personnes nées en dehors de l'UE ont tendance à se concentrer dans les villes, surtout dans les grandes villes d'Europe occidentale.

Les villes européennes apportent une grande contribution économique, en produisant plus de PIB et en contribuant davantage à la croissance de l'emploi. Par exemple, depuis 2000, les villes ont créé neuf millions d'emplois, alors que les autres régions n'en ont créés aucun. Les villes présentent également des taux d'emploi plus élevés. Elles sont plus productives et innovantes, et leurs habitants sont mieux instruits.

Dans la plupart des pays, la capitale présente de meilleurs résultats. Dans certains pays, elle donne même parfois l'impression de surperformer tandis que les autres villes sous-performent. Certaines villes semblent coincées dans la tranche des revenus intermédiaires et échouent à combler leur retard sur celles à revenu élevé. Elles sont en outre confrontées à une compétition accrue de la part des villes à faible revenu.



“ La publication du rapport sur l'état des villes européennes donne aux praticiens urbains aux niveaux européen et national un excellent aperçu de la situation des petites et grandes villes d'Europe. En outre, grâce à ce rapport, les villes européennes peuvent se comparer. Chaque maire et chaque président de ville devrait avoir ce rapport en sa possession! ”

Jan Olbrycht, membre du Parlement européen et Président de l'Intergroupe URBAN



“*Appuyées par un grand nombre de nouvelles données, les analyses de cette publication montrent comment les villes européennes sont à l'avant-garde en matière d'économie, d'environnement et de gouvernance.*”

Joan Clos, Secrétaire général adjoint des Nations unies et Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Niveaux de vie

D'un point de vue social, les villes européennes offrent un tableau contrasté. Dans les États membres de l'est de l'UE, les villes ont tendance à présenter des taux de chômage, de pauvreté et d'exclusion plus faibles. Dans certains États membres occidentaux de l'UE, les taux de chômage sont plus élevés, malgré la concentration d'emplois. Ce fait s'explique en partie par l'inadéquation des compétences, même si la discrimination peut également jouer un rôle étant donné que les citoyens nés en dehors de l'UE présentent des taux d'emploi bien inférieurs.

Le logement constitue toutefois une source de préoccupation. Les logements dans les villes sont de plus en plus petits et de plus en plus chers, ce qui pousse davantage de ménages à vivre dans des conditions de promiscuité. De nombreux résidents de villes à haut revenu déclarent qu'il est difficile de trouver un bon logement à un prix raisonnable. Heureusement, les villes européennes font mieux en termes d'éducation et de formation, ce qui peut aider les personnes à trouver un emploi mieux rémunéré. Construire plus de logements (abordables) dans les villes à forte demande aiderait à réduire la pauvreté.

Le transport préoccupe toujours les villes qui placent souvent la congestion et la pollution dans leurs priorités politiques. Néanmoins, elles offrent de nombreux avantages en termes de mobilité. En raison des courtes distances à parcourir pour se rendre vers une multitude de destinations, la marche et le vélo représentent des alternatives réalistes à la voiture. La concentration de la population et le regroupement des destinations facilitent la mise en place d'un transport public efficace.

Cependant, la majorité des moyens de transport urbains ne sont pas nécessairement faibles en carbone. Les villes doivent les rendre pratiques, efficaces et sûrs pour encourager un maximum de personnes à les utiliser. En outre, elles peuvent souhaiter introduire des politiques comme la tarification de la congestion ou des frais de stationnement plus élevés dans le centre-ville afin de réduire le trafic. Ces mesures auraient également un impact positif sur la qualité de l'air, qui représente

toujours une menace pour la santé dans de nombreuses villes et qui ne respecte pas les directives européennes à ce sujet.

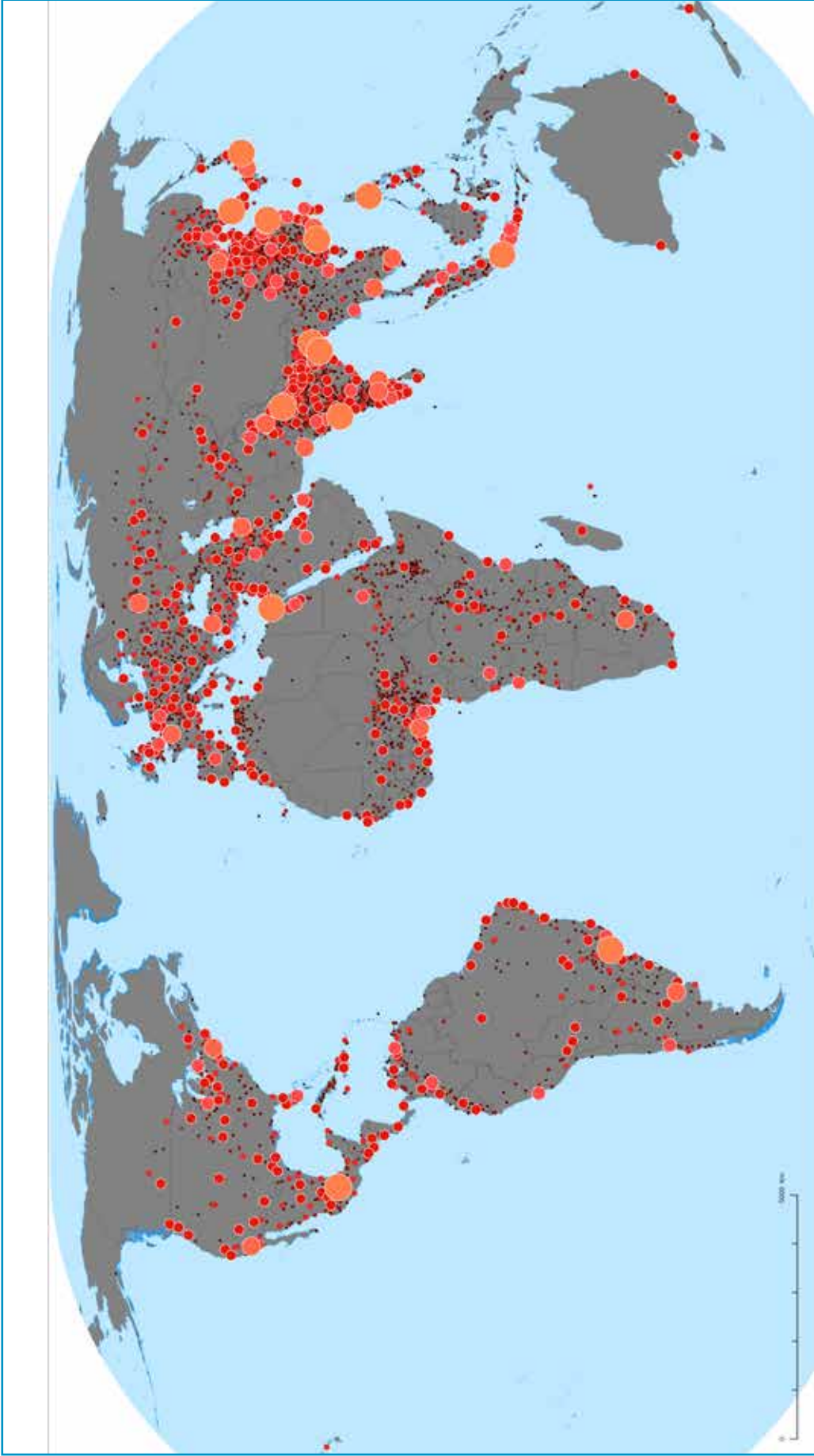
Les grandes villes sont plus efficaces dans leur utilisation des ressources que les plus petites villes, les banlieues ou les régions rurales. Elles utilisent moins de terres et nécessitent moins de routes locales par habitant, ce qui implique d'importantes économies en termes d'investissement et d'entretien. Dans la plupart des villes, l'espace par habitant a augmenté, mais plus de la moitié de celles qui présentent une population croissante ont réduit cet espace.

Planification

Les villes se concentrent de plus en plus sur le changement climatique. De nombreuses villes européennes ont signé le pacte des maires, en s'engageant à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. De plus en plus, les villes recourent à des solutions inspirées de la nature et qui peuvent contribuer efficacement à atteindre différents objectifs. Par exemple, des toitures végétales peuvent aider à réduire l'impact des vagues de chaleur, recueillir l'eau de ruissellement et diminuer le besoin de climatisation.

Dans la plupart des pays, les gouvernements locaux, y compris les villes, jouent un rôle plus important que les régions dans la politique. Cependant, en raison de la croissance de la population et du développement des réseaux de transport et de communication, l'impact d'une ville aujourd'hui dépasse largement ses frontières municipales. En d'autres termes, la gouvernance urbaine doit évoluer vers une échelle métropolitaine pour correspondre aux marchés du travail et du logement élargis, ce qui explique pourquoi de nombreux pays expérimentent différents systèmes de gouvernance métropolitaine.

Les villes ont besoin d'une autonomie et de ressources suffisantes, d'un processus de prise de décision clairement établi, du soutien des habitants et, éventuellement, d'un maire directement élu. Bien que l'autonomie des villes se soit accrue au cours des 20 dernières années, la crise économique a entraîné



Les centres urbains dans le monde en nombre d'habitants, 2015

Source: CCR (GHS – POP modèle mondial d'établissement)

Habitants





“Grâce à ce rapport, nous souhaitons changer la perception des villes, pour qu’elle ne soit plus considérées comme une source de problèmes, mais comme des lieux chargés de potentiel.”

Corina Crețu, Commissaire européenne en charge de la politique régionale

une diminution de l’investissement public et de la part d’investissement public gérée par les gouvernements locaux.

Ce rapport a été préparé pour appuyer l’Agenda urbain pour l’UE et le Nouveau Programme mondial pour les villes, adopté durant la conférence Habitat III de l’ONU à Quito (voir page 10). Il a été élaboré conjointement par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne et ONU-Habitat.

Les indicateurs utilisés dans le rapport peuvent être visualisés et sont accessibles sur la [nouvelle plateforme de données urbaines créée par le Centre commun de recherche de la Commission européenne](#). Cette plateforme facilite la recherche d’indicateurs comparables pour les villes européennes et elle les aide à apprendre les unes des autres.

Elle est accessible ici: <http://urban.jrc.ec.europa.eu>

Le rapport sur [l’état des villes européennes](#) a été présenté le 12 octobre, à Bruxelles, au cours de la récente European Week of Regions and Cities, et à la conférence ONU-Habitat III à Quito.

Il peut être téléchargé ici: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/cities-report ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/cities-report

ÉLABORER UNE DÉFINITION MONDIALE DES VILLES ET DES ÉTABLISSEMENTS CENTRÉE SUR LES PERSONNES

Les villes souhaitent apprendre les unes des autres. Comme le suggère le Nouveau Programme pour les villes, une définition mondiale serait utile. C’est seulement avec une telle définition que nous pouvons répondre aux questions les plus simples, comme celle de savoir quelle ville compte la plus grande population. De plus, de nombreux indicateurs de l’objectif de développement urbain durable de l’ONU sont très sensibles quant aux limites des villes. Par exemple, l’accès au transport public est meilleur et la pollution atmosphérique généralement plus élevée dans le centre-ville que dans les banlieues. En d’autres termes, si la limite exclut les banlieues, les indicateurs seront bien plus élevés que si elles étaient comprises. C’est pour cette raison que l’UE, en collaboration avec l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale, s’est engagée à élaborer une telle définition.

Heureusement, il ne sera pas nécessaire de partir de zéro. Avec l’OCDE, l’UE a mis au point la définition des villes de l’UE-OCDE. En outre, elle a créé une variante qui identifie également les plus petits établissements, désignés comme le degré d’urbanisation. La Banque mondiale a déjà testé le degré d’urbanisation et a débattu des résultats avec de nombreux pays extérieurs à l’UE et l’OCDE.

Au cours des préparatifs de la conférence Habitat III, le Centre commun de recherche a élaboré une nouvelle grille mondiale de la population et a appliqué le degré d’urbanisation. Ces résultats pour les années 1975, 1990, 2000 et 2015 peuvent être consultés et téléchargés gratuitement sur <http://ghsl.jrc.ec.europa.eu>. Les données souvent citées et tirées des Perspectives d’urbanisation dans le monde rédigées par les Nations unies, qui reposent sur des définitions nationales, peuvent s’avérer considérablement faussées. Par exemple, l’association des définitions nationales considère l’Afrique comme étant seulement urbanisée à 40 %, alors que la définition harmonisée indique 80 %.

Les prochaines étapes de cet engagement seront de présenter et d’aborder ces résultats avec de nombreux partenaires, et en s’appuyant sur leurs commentaires, d’améliorer la méthode et de proposer aux Nations unies une définition mondiale des villes et des établissements centrée sur les personnes.

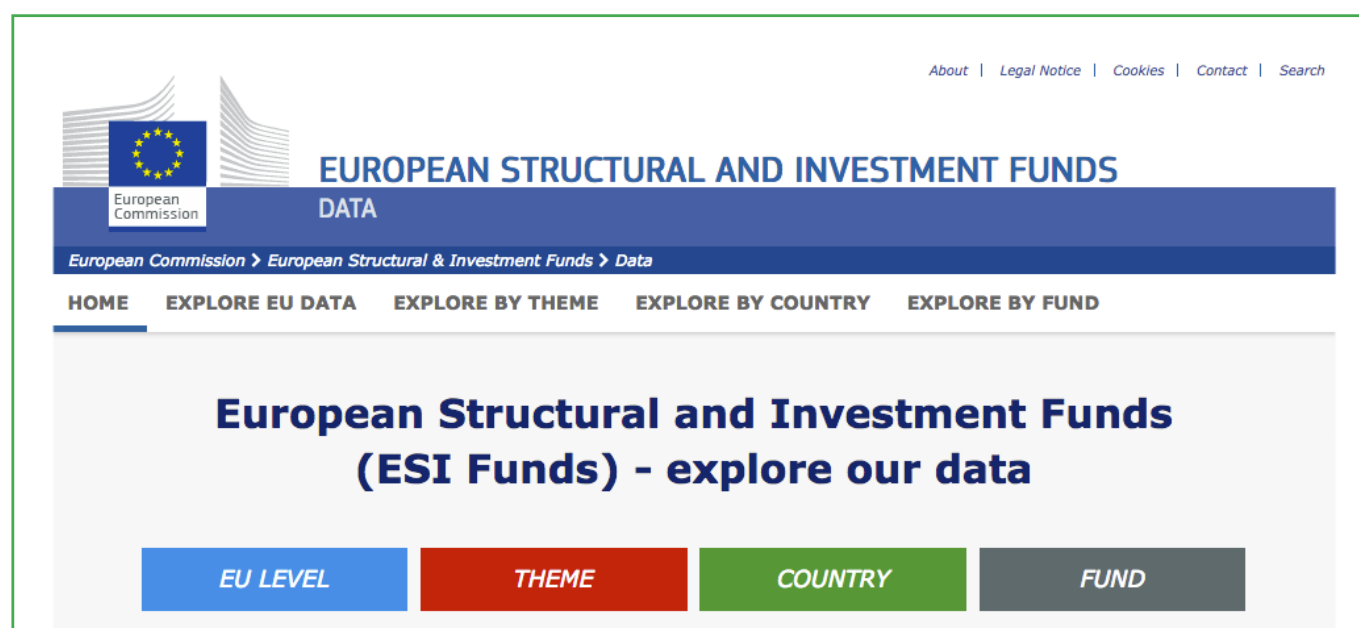
POINT D'INFORMATION: 1 – PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES

Y A-T-IL UN SUJET QUE VOUS AIMERIEZ QUE *PANORAMA* ABORDE DANS SA SECTION POINT D'INFORMATION?

Y A-T-IL UN ENSEMBLE DE DONNÉES QUE VOUS AIMERIEZ VOIR FIGURER SUR LA PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES DES FONDS ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Les fonds ESI et les données ouvertes entrent dans une nouvelle ère



European Commission

EUROPEAN STRUCTURAL AND INVESTMENT FUNDS

DATA

European Commission > European Structural & Investment Funds > Data

HOME EXPLORE EU DATA EXPLORE BY THEME EXPLORE BY COUNTRY EXPLORE BY FUND

European Structural and Investment Funds (ESI Funds) - explore our data

EU LEVEL THEME COUNTRY FUND

Bienvenue dans le premier d'une nouvelle série d'articles *Panorama* consacrés à différents aspects des données. Au fil de ces articles, nous espérons faire la lumière sur la nature des données disponibles relatives à la programmation des fonds ESI et sur la manière dont elles peuvent être utilisées pour créer des informations structurées et améliorer la compréhension du fonctionnement de la politique. Ci-dessous, nous vous présentons la plateforme de données ouvertes des fonds ESI.

Au cœur du programme de réformes 2014-2020 figurait l'obligation de fournir à la Commission des données structurées relatives aux finances et aux indicateurs en recourant à l'interface informatique commune «SFC2014». Les avantages de ce travail minutieux sont désormais visibles grâce à la plateforme de données ouvertes des fonds ESI qui exploite les données structurées et détaillées des 533 programmes.

La Commission étend progressivement le volume et le champ d'application des données mises à disposition. La priorité est accordée aux jeux de données qui ont fourni des informations standard dans les cinq fonds ESI. Depuis son lancement en décembre 2015, en plus des jeux de données sur les objectifs

liés au financement prévu et aux indicateurs pour la période 2014-2020, deux mises à jour importantes de la plateforme ont déjà eu lieu:

- **juillet 2016**: mise à jour du financement prévu pour représenter tous les programmes adoptés et ouverture de pages spécifiques permettant de visualiser les 533 programmes (situées sur les pages des pays);
- **décembre 2016**: premières informations sur la mise en œuvre des finances et des progrès effectués pour parvenir aux objectifs communs liés aux indicateurs.

La plateforme devrait être explorée en ligne pour pleinement apprécier la richesse de ses données. Voici quelques conseils pour en faire bon usage:

- les **visualisations sur l'écran** proposent des présentations prédéfinies des jeux de données sous-jacents. Les jeux de données fournissent des informations plus détaillées et offrent d'autres analyses et visualisations.
- **Le catalogue présent sur la page d'accueil** propose une liste complète des jeux de données et des graphiques qui peuvent être filtrés et explorés. Les jeux de données qui permettent les visualisations – «Données financières des fonds ESI 2014-2020» et «Données sur les réalisations des fonds ESI 2014-2020» – sont disponibles et s'accompagnent d'autres jeux de données 2014-2020 et 2007-2013;
- La plateforme – hébergée par SOCRATA (une société spécialisée dans la visualisation des données et les outils

d'analyse pour l'ouverture de l'accès aux données gouvernementales) – fournit des **outils logiciels via le catalogue** permettant de créer des visualisations personnalisées et de télécharger ou d'intégrer des visualisations de données sur votre propre site internet;

- La page d'accueil comporte également une page consacrée aux **questions fréquemment posées** et une **vidéo d'introduction** accessibles en cliquant sur le bouton «À propos de» situé dans les menus en haut et en bas de page.

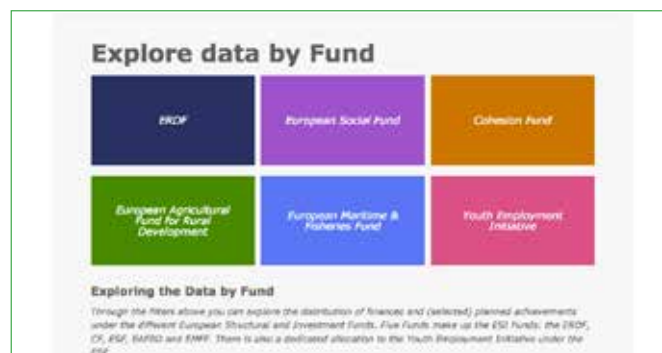
Les États membres ont été informés que les données qu'ils communiquent seront rendues publiques; ils ont donc un rôle important à jouer pour assurer leur qualité et leur fiabilité. Nous espérons que le recours aux données ouvertes sur la programmation et la mise en œuvre améliorera la transparence et la responsabilité, et éclairera le débat sur la performance globale de la politique et ses programmes spécifiques. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Plateforme de données ouvertes pour les fonds ESI
<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

Catalogue de jeux de données, graphiques, etc.:
<https://cohesiondata.ec.europa.eu/browse>

FAQ:
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/faq/about_open_data/





LA COMMISSAIRE CREȚU CONDUIT LA DÉLÉGATION DE L'UE à QUITO

La conférence Habitat III sur l'urbanisation durable s'est achevée sur une note positive avec l'adoption du Nouveau Programme pour les villes, la stratégie sur 20 ans des Nations unies pour repenser la construction, la gestion et la vie dans nos villes.

Le 20 octobre, près de 170 pays ont adopté à l'unanimité le Nouveau Programme pour les villes, la stratégie sur 20 ans des Nations unies en matière d'urbanisation durable. Corina Crețu, commissaire chargée de la politique régionale, représentait l'Union européenne, en tant que chef de la délégation, à l'événement auquel ont assisté 30 000 personnes issues de 167 pays, dont 10 000 participants venus du monde entier. Les organisateurs de la conférence Habitat III ont reconnu qu'il s'agissait du plus haut taux de participation jamais enregistré par les autorités locales, la société civile et d'autres parties prenantes à une conférence de l'ONU.

Le projet de document du Nouveau Programme pour les villes a été adopté à la fin de la conférence Habitat III organisée à Quito (Équateur) du 16 au 20 octobre. La troisième conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable est la première conférence mise en œuvre suite à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bien que son adoption en septembre 2015 ait été considérée comme un remarquable accomplissement, la tâche la plus difficile reste à accomplir. Sa mise en œuvre sera en effet le véritable test, et Habitat III représente une étape importante pour passer de l'engagement à l'action.

Conformément à la résolution 66/207 de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) et en accord avec le cycle bidécennal, en 2011, l'AGNU a décidé d'organiser la conférence Habitat III afin de redynamiser l'engagement mondial envers une urbanisation durable.

Examen objectif

L'objectif de la conférence consistait à obtenir le renouvellement de l'engagement politique pour un développement urbain durable, à évaluer les réalisations accomplies à ce jour, à lutter contre la pauvreté et à identifier et à relever les défis nouveaux et émergents. Dans cette même résolution, il a été décidé que la conférence Habitat III devrait adopter un document final concis, synthétique, prospectif et pragmatique, et qu'un comité préparatoire ainsi qu'un bureau seraient mis en place pour préparer l'événement. Quatre États membres de l'UE ont siégé dans ce Bureau: la France, la République tchèque, l'Allemagne et la Slovaquie.

Le Nouveau Programme pour les villes orientera les politiques de développement urbain et le financement au cours des 20 prochaines années. Il s'agira d'un pilier dans la mise en œuvre et la localisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des autres programmes de réformes importants de 2015, notamment l'Accord de Paris.

Il donnera également un nouvel élan à la mise en œuvre de l'objectif de développement durable (ODD) 11 qui consiste à faire en sorte que «les villes et les établissements humains» soient «ouverts à tous, sûrs, résilients et durables», ainsi que d'autres objectifs et cibles du Programme 2030. Le Nouveau



Programme pour les villes s'efforcera d'établir une relation mutuellement bénéfique entre l'urbanisation et le développement durable.

L'esprit européen

Depuis janvier 2015, la préparation d'une position commune pour l'UE et ses États membres a été coordonnée au sein du groupe de travail du Conseil chargé de la préparation des conférences internationales sur le développement. La DG Regio a mené et coordonné le processus conjointement avec la DG DEVCO et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) en travaillant avec les autres DG concernées.

Il s'agissait d'un bon exercice de coordination interne entre les services de la Commission et les États membres, qui a également permis par la suite de définir différentes étapes pour le défi à relever et d'instaurer un esprit d'équipe solide,

comparable à celui de l'UE. L'UE a ainsi pu faire partie des principaux acteurs du processus de négociation et s'assurer que sa position se reflète parfaitement dans le Nouveau Programme pour les villes.

La contribution de l'UE à la conférence Habitat III et à son document final, le Nouveau Programme pour les villes, repose sur l'engagement commun d'atteindre l'objectif global de développement urbain durable en prenant en considération les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Elle a été définie par les dix priorités de la Commission européenne et son travail conjoint avec les États membres de l'UE sur un Agenda urbain pour l'UE, ainsi que par les connaissances acquises en matière de développement urbain. Dans cette optique, l'Agenda urbain pour l'Union européenne constituera un important mécanisme de diffusion européen pour le Nouveau Programme pour les villes.

La vision de l'UE du futur Nouveau Programme mondial pour les villes repose sur le postulat qu'une approche intégrée et territoriale du développement urbain, combinée à une vision à long terme, est nécessaire pour promouvoir des villes bien gérées, favorisant l'insertion sociale, qui soient sûres, résilientes, efficaces dans l'utilisation des ressources, durables écologiquement et prospères économiquement.

Cette approche tient compte de la diversité des villes et de leur contexte territorial au sens large, et elle encourage les liens entre zones urbaines et rurales afin de contribuer à l'objectif de cohésion territoriale de l'UE. Tous les efforts reposeront sur le respect et la protection des droits de l'homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que sur la large participation des groupes marginalisés et vulnérables, qui est une condition essentielle pour parvenir à un développement durable et inclusif.

En outre, la reconnaissance du rôle central joué par la culture, la conservation et la promotion du patrimoine culturel et naturel, parallèlement à la disponibilité de l'espace public – qui constitue une condition fondamentale à la participation et à l'appropriation de tous pour atteindre ces objectifs – font partie de cette approche.

Bonne gouvernance

La véritable valeur ajoutée que la vision européenne a apportée à ces discussions mondiales était l'importance de la bonne gouvernance urbaine, qui est essentielle pour parvenir à un développement urbain durable, et, notamment, le rôle des autorités et des acteurs locaux. L'UE et



ses États membres ont vigoureusement soutenu qu'un développement urbain durable nécessite des institutions aux niveaux national et local qui soient légitimes, efficaces, responsables et transparentes. Elles doivent également respecter des processus de décision inclusifs, fondés sur des preuves et participatifs au sein d'un système de gouvernance bien géré à plusieurs niveaux et impliquant plusieurs acteurs.

De plus, une gouvernance locale efficace contribue considérablement à renforcer la démocratie et l'autonomisation des citoyens. La position de l'UE sur le rôle des autorités locales et de la société civile, qui ne faisaient manifestement pas partie des négociations intergouvernementales, revêt une signification particulière. L'UE a défendu l'importance d'impliquer et de consulter les autorités locales à toutes les étapes du cycle politique, de la planification à la mise en œuvre, en affirmant que leur engagement et leur appropriation est nécessaire à tous les niveaux pour réussir.

La commissaire Crețu a également adressé ce message aux dirigeants mondiaux lors de l'assemblée mondiale des autorités locales, en agissant comme un intermédiaire et un facilitateur dans le dialogue difficile et tendu entre les gouvernements nationaux et les autorités locales au niveau mondial.

En tant que chef de la délégation de l'UE, la commissaire Crețu s'est exprimée au nom de l'UE et de ses États membres durant les séances plénières officielles de l'ONU. La délégation de l'UE comprenait également des représentants du Parlement européen et du Comité économique et social européen. En plus du rôle officiel de représentation de l'UE et de ses États membres lors des séances plénières formelles de l'ONU, la commissaire a également participé aux tables rondes thématiques de haut niveau sur la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, et à plusieurs réunions bilatérales avec des partenaires stratégiques, des agences de l'ONU et des pays, tels que la Banque mondiale, l'OCDE, le PNUD et la Corée du Sud.

De l'adoption aux actes

Maintenant que le Programme 2030 et le Nouveau Programme pour les villes ont été adoptés, il est indispensable que l'UE les mette en œuvre en adoptant une approche globale comprenant des actions internes et externes et en impliquant tous les acteurs concernés. Cette mise en œuvre nécessite une approche stratégique, intégrée et territoriale qui prend en considération différents contextes territoriaux.

C'est pourquoi la politique de cohésion est l'une des principales politiques qui contribue aux ODD, mobilisant près de 500 milliards d'euros à travers l'UE durant la période 2014-2020 et incluant presque tous les ODD.

La politique de cohésion et sa dimension urbaine sont aussi fortement alignées sur l'approche du Programme 2030, étant donné que le développement durable est intégré dans la politique de cohésion comme un principe horizontal contraignant. Dans ce contexte, le Nouveau Programme pour les villes constituera un pilier dans la mise en œuvre du Programme 2030, car il transforme ses cibles et objectifs urbains en recommandations propres à chaque ville. L'UE a déjà commencé à travailler dans ce domaine avec son Agenda urbain, adopté récemment, et elle s'engage maintenant à mener et à faire avancer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et la dimension urbaine du Programme 2030. De même, l'UE s'est engagée à collaborer avec des partenaires du monde entier pour relever ensemble les défis de la pauvreté urbaine et de l'exclusion, afin de favoriser dans l'ensemble le développement durable dans ses pays partenaires.

Le Nouveau Programme pour les villes résulte des efforts conjoints de l'UE visant à élaborer un programme avec de véritables changements. Il s'agit d'une chance unique de façonner un meilleur avenir ensemble dans les villes. Le Nouveau Programme pour les villes comprend tous les éléments nécessaires pour aller plus loin et localiser les ODD adoptés en 2015.

Ensemble, en donnant vie au Nouveau Programme pour les villes et en transformant les défis mondiaux d'urbanisation durable en opportunités globales pour tous, il est possible de garantir que personne ne sera oublié. La tâche commune de l'UE est désormais de mettre en œuvre ses engagements! ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Nouveau Programme pour les villes:

<https://habitat3.org/the-new-urban-agenda/>

Agenda urbain pour l'UE:

<http://urbanagendaforthe.eu/>

Conférence Habitat III à Quito:

<https://habitat3.org/>

Déclaration de Prague:

<http://www.europeanhabitat.com/?lang=fr>

LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE QUITO

Le plan de mise en œuvre de Quito fait référence à des engagements spécifiques pris par différents partenaires afin de contribuer à la mise en œuvre des résultats de la conférence Habitat III et du Nouveau Programme pour les villes, et de les renforcer.

Au total, près de 70 engagements volontaires ont été présentés, dont trois par la Commission européenne. Les détails de ces trois engagements ont été fournis par la commissaire Crețu:

1. LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE L'AGENDA URBAIN POUR L'UE

Le Nouveau Programme pour les villes et l'Agenda urbain pour l'UE partagent la même vision d'un développement urbain équilibré, durable et intégré. Ce dernier a été conçu pour permettre aux villes de faire entendre leur voix dans l'élaboration des politiques. Avec ses 12 thèmes prioritaires, sa gouvernance à plusieurs niveaux et l'accent qu'il porte à l'apprentissage par les pairs, l'Agenda urbain pour l'UE contribue à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes au sein de l'UE, en partenariat avec les parties prenantes urbaines – non seulement des villes, mais également des entreprises, des ONG et des représentants des États membres et des institutions de l'UE.

Les plans d'action relatifs aux 12 thèmes prioritaires sont en cours d'élaboration. Ils comprendront des recommandations politiques, des bonnes pratiques et des projets destinés à être partagés et appliqués à plus grande échelle au sein de l'UE.

2. L'ÉLABORATION D'UNE DÉFINITION MONDIALE ET HARMONISÉE DE LA VILLE

L'utilisation d'une définition commune de la ville à travers le monde est nécessaire pour pouvoir comparer des données, établir des critères de référence et assurer un meilleur suivi. En partenariat avec l'OCDE et la Banque mondiale, l'UE élaborera cette définition, en se fondant sur la définition des villes de l'UE-OCDE, en fonction du nombre d'habitants, de la densité et du degré d'urbanisation de l'UE.

Une base de données en ligne sera créée, ainsi qu'une liste mondiale des villes et de leurs principales caractéristiques. Une proposition de définition mondiale de la ville sera ensuite soumise aux Nations unies.

3. LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION ENTRE LES VILLES DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

S'inspirant de l'approche concrète du réseau URBACT financé par l'UE et de la méthodologie du programme international de coopération urbaine (CUI) de l'UE, les villes du monde entier* seront encouragées à former des partenariats avec une ou plusieurs ville(s) afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action et des projets locaux relatifs à des priorités communes, telles que l'accès à l'eau, les infrastructures de transport, la santé et le logement. Il convient que les partenaires commerciaux soient étroitement associés à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces plans d'action.

Une plateforme de mise en réseau en ligne fournira des orientations et permettra une coopération interrégionale.

* Le champ d'application de l'engagement s'étend à des villes d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Mexique, du Pérou, du Canada, de Chine, d'Inde, du Japon, des États-Unis et de l'Union européenne. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://habitat3.org/quito-implementation-plan>



Mettre en œuvre l'engagement de l'UE



La commissaire Crețu explique à *Panorama* pourquoi la participation de la délégation de l'UE à la conférence de l'ONU à Quito était une réussite.

Quel était votre principal objectif?

J'étais absolument ravie de pouvoir participer à cette conférence historique, pendant laquelle le Nouveau Programme pour les villes des Nations unies a été adopté, et de pouvoir m'entretenir avec des personnes venues du

monde entier. J'ai souligné la solide contribution de la Commission européenne et de l'UE à ce travail mondial sur le développement urbain durable. Les grands principes de ce Nouveau Programme pour les villes concernent des villes qui sont sûres, écologiques, résilientes, prospères et innovantes, qui favorisent l'insertion sociale et une bonne gouvernance urbaine, permettant d'encourager la coopération et le savoir. Le programme repose toujours sur une approche fondée sur les droits de l'homme, et un soutien à l'émancipation des femmes, qui sont essentiels pour parvenir à un développement durable et inclusif. Ces principes sont également des valeurs partagées par l'UE et ils font partie des priorités de notre président.

L'UE et ses États membres se sont également engagés à collaborer avec les partenaires du monde entier pour relever ensemble les défis de la pauvreté urbaine et de l'exclusion, afin de favoriser dans l'ensemble le développement durable dans nos pays partenaires. Le défi aujourd'hui consiste

à mettre concrètement en œuvre ce Nouveau Programme pour les villes.

Comment la politique de cohésion contribue-t-elle à ces objectifs?

La politique de cohésion fournit un large soutien aux zones urbaines grâce à l'UE, notamment un soutien financier. En tout, 100 milliards d'euros seront investis dans les zones urbaines en 2014-2020. Au moins 5 % de la contribution nationale du FEDER doivent être prévus pour le développement urbain durable, ce qui représente 15 milliards d'euros directement gérés par les villes. En outre, 750 villes auront les moyens de mettre en œuvre des stratégies intégrées pour un développement urbain durable. En effet, en plus d'un soutien financier, l'UE peut également aider les villes en leur proposant une assistance technique, en collaborant au sein de l'Union par l'intermédiaire de réseaux ou en coopérant sur des sujets précis. C'est l'objectif des «partenariats», établis récemment dans le cadre de l'Agenda urbain pour l'UE, qui a fait l'objet d'un accord à Amsterdam en mai dernier. En réalité, le Nouveau Programme pour les villes illustre bien la vision de l'UE pour un développement urbain durable fondé sur une gouvernance à plusieurs niveaux et une approche intégrée et territoriale,



La commissaire Crețu avec le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon



La commissaire Crețu avec José Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE



La commissaire Crețu est présentée à Mpho Parks Tau, Secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis

qui prend en considération la diversité des villes et leur contexte territorial plus large tout en exploitant les liens entre les zones urbaines et rurales.

Comment ce programme va-t-il affecter la vie des citoyens?

En Europe, environ trois quarts des citoyens vivent dans des zones urbaines. Ces régions sont les moteurs de l'économie et contribuent au développement d'une société résiliente, mais il existe également des zones qui rencontrent de graves problèmes, tels que le chômage, la ségrégation, la pauvreté et la pollution.

Le Nouveau Programme pour les villes représente une opportunité de façonner notre avenir ensemble. Il comprend tous les éléments nécessaires pour aller plus loin et pour localiser les objectifs de développement durable pour lesquels la Commission a adopté une communication en novembre sur les «Prochaines étapes pour un avenir européen durable». Nous vivons tous dans le même monde.

Quels sont les résultats atteints?

Nous avons démontré les efforts considérables fournis par l'UE ainsi que sa proactivité en faveur du développement

urbain durable en Europe. De plus, nous avons présenté trois engagements volontaires: mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes grâce à l'Agenda urbain pour l'UE; élaborer une définition mondiale et harmonisée des villes; et encourager la coopération entre les villes dans le domaine du développement urbain durable. Il est désormais de notre ressort en Europe et au-delà de concrétiser ces résultats sur le terrain. ■



Mauricio Rodas Espinel, maire de Quito accueille la commissaire Crețu au dîner de l'Assemblée mondiale des maires



La commissaire Crețu rencontre Joan Clos, Directeur exécutif de l'ONU-Habitat

NEUF MANIÈRES DONT LA POLITIQUE DE COHÉSION AIDE L'EUROPE

Une évaluation du financement au cours de la période 2007-2013, menée par des experts indépendants, a révélé que les investissements réalisés au titre de la politique de cohésion avaient produit des résultats positifs et tangibles, tels que la création d'emplois, la hausse du PIB et un effet positif sur les disparités régionales.

La politique de cohésion pour la période 2007-2013 a été mise en œuvre durant des temps difficiles, durant lesquels l'Europe

a été touchée par la crise économique et financière qui a limité les investissements publics. Les fonds de la politique de cohésion ont donc joué un rôle plus important encore pour favoriser la croissance et la création d'emplois.

Au cours de cette période, 346,5 milliards d'EUR ont été investis pour réduire les disparités entre les régions et promouvoir un développement équilibré et durable. Ci-dessous, se trouvent les neuf principales conclusions d'une évaluation du programme de financement de la période 2007-2013 menée par des experts indépendants.

1. PROFITE À TOUS LES PAYS DE L'UE

Chaque région et chaque pays de l'UE profite de la politique de cohésion et des effets directs de ses investissements et/ou des effets indirects tels que l'accroissement des échanges commerciaux. On estime que chaque euro investi au titre de la politique de cohésion au cours de la période rapportera 2,74 EUR de PIB supplémentaire d'ici 2023. En d'autres termes, les 346,5 milliards d'EUR investis en 2007-2013 généreront un retour sur investissement estimé à environ 1000 milliards d'EUR de PIB supplémentaire d'ici 2023.

En outre, la politique de cohésion a mené à la création nette d'un tiers du million d'emplois créés entre 2007 et 2013.



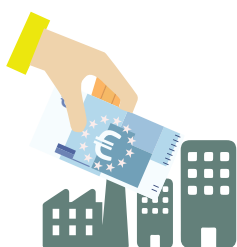
2. LES PME REÇOIVENT LE SOUTIEN DONT ELLES ONT BESOIN

La politique de cohésion est un pilier essentiel de la stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi. Par exemple, le financement de l'UE a aidé des start-up et des PME à continuer leurs activités au cours de cette période. 121 400 start-up ont bénéficié d'un soutien financier, ainsi que près de 400 000 PME.



3. FINANCEMENT ACCESSIBLE AUX ENTREPRISES

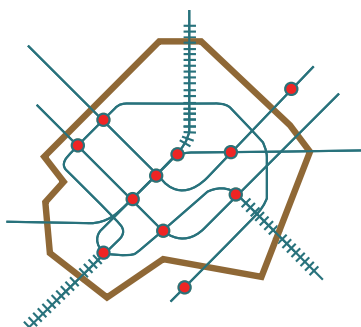
L'évaluation a conclu que le financement européen pour les instruments financiers a joué un rôle déterminant en apportant une assistance aux PME durant le resserrement du crédit engendré par la crise économique, ce qui a permis à de nombreuses sociétés de poursuivre leurs activités. Durant cette période, le financement européen pour les instruments financiers a augmenté pour passer de 1 milliard d'EUR en 2000-2006 à 11,5 milliards d'EUR alloués en 2007-2013 par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional (FEDER).



4. DÉVELOPPE ET AMÉLIORE LES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET LA MOBILITÉ

Le financement européen a contribué à supprimer les goulets d'étranglement en matière de transport et à réduire les temps de trajet. Des investissements ont permis de construire 4900 km de routes, principalement des autoroutes, dont 2400 km de réseaux RTE-T. Identifiés par l'UE comme les principaux corridors du réseau, ces réseaux de transport connectent les pays et stimulent la croissance et la création d'emplois.

Le financement de la politique de cohésion a également permis de construire ou de moderniser 1500 km de lignes ferroviaires RTE-T et a soutenu le développement d'un transport public durable.



5. PROTÈGE L'ENVIRONNEMENT, SOUTIENT LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Le financement de la politique de cohésion pour la période soutenait de meilleures stratégies de gestion des déchets aboutissant à une augmentation considérable du recyclage et à la fermeture des décharges non conformes aux normes européennes. Les mesures prises en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics ont permis de nettement réduire la consommation de combustibles fossiles, et donc de diminuer les coûts énergétiques et de lutter contre le réchauffement climatique. Les investissements de la politique de cohésion réalisés dans les infrastructures ont relié 6 millions de personnes à des installations d'eau potable et 7 millions de personnes à des installations de traitement des eaux usées nouvelles ou modernisées.

6. STIMULE LA CULTURE ET LE TOURISME



Les investissements de l'UE ont contribué à restaurer des sites culturels et touristiques, ce qui a augmenté le nombre de visiteurs et a relancé le développement économique durable et la création d'emplois dans les régions concernées, selon l'évaluation des experts.

Ainsi, les investissements ont soutenu la réhabilitation locale et encouragé la diversification économique, l'innovation et une meilleure compétitivité.

7. AMÉLIORE LA QUALITÉ DE VIE DANS LES VILLES



Le financement du FEDER pour le développement urbain et les infrastructures sociales pour la période 2007-2013 s'est élevé à 29 milliards d'EUR, soit environ 11 % du budget du programme. Près de 4% ont été investis dans des initiatives de développement urbain, qui comprenaient un financement dans des quartiers défavorisés et le soutien à la croissance économique, au patrimoine culturel et au développement de stratégies. Environ 7% ont été alloués aux infrastructures sociales et investis dans la santé et l'éducation. Selon l'évaluation, cette aide a permis d'améliorer l'accès aux services d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie, mais aussi aux services de main-d'œuvre.

8. ENCOURAGE LES PAYS À RELEVER ENSEMBLE LES DÉFIS COMMUNS

Le financement européen aux programmes transfrontaliers en 2007-2013 a permis de mettre en place plus de 6800 projets, dont des actions destinées à:

- > créer et développer des groupements économiques
- > mettre en place des centres d'excellence, des centres d'enseignement supérieur et de formation, et des réseaux de coopération entre les centres de recherche
- > instaurer des services de conseil transfrontaliers pour les entreprises et les start-up.

Environ 1300 projets environnementaux se sont intéressés à la gestion commune des ressources naturelles telles que la mer et les bassins hydrographiques. Le financement a également aidé les régions transfrontalières à lutter contre les risques naturels, faire face au changement climatique, préserver la biodiversité et mettre en place des initiatives afin de développer des sources d'énergie renouvelable.



9. LES LEÇONS TIRÉES SONT APPLIQUÉES

Les programmes de financement pour la période 2014-2020 ont été conçus en mettant davantage l'accent sur les résultats, ce qui n'avait pas suffisamment été le cas pour les programmes de la période 2007-2013. L'UE a apporté des modifications au financement de la politique de cohésion conformément aux recommandations formulées par l'évaluation des experts indépendants, notamment:

Les programmes doivent désormais comporter des objectifs plus spécifiques et des cibles plus claires. Ils font l'objet d'une étroite surveillance durant leur mise en œuvre afin d'atteindre des objectifs précis.

- > Ils doivent régulièrement communiquer leurs résultats.
- > Afin de garantir la bonne exécution des programmes, il existe désormais un cadre de performance lié au déblocage d'une réserve de performance.
- > Les investissements se concentrent sur des thèmes principaux.
- > L'utilisation plus large des instruments financiers est davantage encouragée.

POUR EN SAVOIR PLUS

Fiches d'information par pays: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/evaluations/ec/2007-2013/





La EWRC 2016 rapproche les régions



La 14^e édition de la European Week of Regions and Cities, centrée sur «Les régions et les villes pour une croissance durable et inclusive», a eu lieu du 10 au 13 octobre 2016, à Bruxelles (en Belgique) et a accueilli environ 5300 participants aux ateliers, débats, événements sociaux et visites de projets sur le terrain.

Environ 130 événements ont été coorganisés par la DG Regio et 13 autres DG de la Commission européenne, le Comité européen des régions et 22 partenariats régionaux sélectionnés comprenant 187 régions et villes. Cette année, les partenaires institutionnels comprenaient également le service de recherche du Parlement européen qui a contribué à la Master Class et aux programmes Media.

Malgré les défis particuliers que Bruxelles a rencontrés en 2016, la réputation et la place de la EWRC, en tant qu'événement incontournable pour les personnes impliquées dans la politique régionale et sa mise en œuvre, restent grandes. ■

EN CHIFFRES

- Plus de 4000 participants (sur un total de plus de 5300 personnes) venus de plus de 30 pays
- 600 orateurs de haut niveau représentaient l'UE, les administrations nationales, régionales et locales
- 170 journalistes ont pris part au programme Media
- 28 doctorants ont participé à la Master Class
- 23 finalistes issus de 14 États membres ont assisté à la cérémonie de remise des prix RegioStars (voir page 20)
- Plus de la moitié des participants à la EWRC étaient des nouveaux venus (56 %)
- 5 sessions interactives comprenaient une journée entière consacrée aux «laboratoires politiques pour les autorités de gestion»





INTERACTION DANS LA SALLE DE CLASSE

La Master Class sur la politique de cohésion de l'UE a accueilli 28 doctorants et jeunes professeurs agrégés issus de 17 États membres de l'UE. Un débat interactif avait pour thèmes la promotion de la croissance inclusive et la cohésion sociale, y compris la dimension territoriale et l'intégration du développement urbain et rural; l'importance de l'économie de réseau; et l'amélioration du système de mise en œuvre de la politique de cohésion: performance, simplification et responsabilité.

OUTILS ET AMBITIONS DES VILLES

Lors de l'événement politique consacré au programme urbain pour l'UE, qui a attiré 400 participants, les commissaires Crețu et Šefčovič ont lancé le «guichet unique pour les villes», un nouvel instrument de gestion des ambitions de transition énergétique des villes. Au cours de la réunion conjointe REGI-COTER organisée en parallèle, l'impact et le souci de résultats de la politique de cohésion faisaient partie des questions débattues par les représentants du Parlement européen, de la Commission et du CdR.

SUR LE TERRAIN

Durant la semaine, le volet urbain a attiré beaucoup d'attention à travers 20 ateliers qui portaient notamment sur les sujets liés aux actions urbaines innovantes. Les visites sur le terrain, au cœur des projets co-financés par l'UE, ont également connu un grand succès: Port Sud, qui soutient le patrimoine immatériel pour une qualité de vie durable; RECY-K, un projet de recyclage; Greenbizz, une plateforme pour le développement durable et l'entrepreneuriat environnemental; et Community land trust Bruxelles, une initiative innovante pour le logement.

LA POLITIQUE DE COHÉSION OCCUPE LE DEVANT DE LA SCÈNE

Une fois encore, la portée de la EWRC a confirmé son importance en tant que plateforme interinstitutionnelle pour la communication politique. La séance d'ouverture – «La cohésion comme principale politique d'investissement pour les régions et les villes de l'Europe» – a eu lieu dans l'hémicycle du PE et a été suivie par la commissaire Crețu. C'était une excellente occasion pour les groupes politiques du CdR et les participants à l'événement d'exprimer leurs opinions et de poser des questions relatives à la politique de cohésion.

LISEZ-LE!

Le programme Media a débuté par une table ronde pour la presse, à laquelle ont participé la commissaire Crețu et le Président du CdR Markkula. Des communiqués de presse ont suivi sur la manière dont les fonds européens sont exécutés dans les États membres de l'UE, les dernières tendances Eurostat et de l'OCDE et les chiffres relatifs au développement régional, l'évaluation ex-post de la période 2007-2013, ainsi que les principales options pour la politique de cohésion après 2020. Des débats télévisés ont été diffusés par des chaînes nationales; et 57 journalistes ont rejoint la visite du projet Molenbeek. À la fin de la première semaine, plus de 40 articles avaient été publiés dans la presse.

LA EWRC 2016 SUR LES MÉDIAS SOCIAUX

Le hashtag #EUWRC a été utilisé près de 12 000 fois en une semaine seulement, avec une portée potentielle de plus de 72 millions de personnes qui ont eu la possibilité de visionner et de partager les publications grâce au hashtag de l'événement. Entre le 10 et le 14 octobre, le site internet de la EWRC a reçu 26 657 visites effectuées par au moins 22 253 visiteurs uniques. Chaque jour, un rapport quotidien résumant les principales activités a été publié sur le site internet et a enregistré 6 900 consultations de page uniques. Une histoire Storify publiée le 18 octobre a enregistré 650 vues le premier jour. Une nouvelle application mobile a été utilisée pour la première fois cette année et a été téléchargée par plus de 2 398 participants pour visionner le programme et les documents, échanger des messages, des cartes de visite, des photos et organiser des réunions. ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://europa.eu/!tR89Fb>



Les stars régionales brillent lors de la European Week of Regions and Cities

Parmi les points forts de l'édition annuelle de la European Week of Regions and Cities figurait la cérémonie de remise des prix RegioStars 2016. Cinq heureux gagnants, un dans chaque catégorie de projet, ont reçu leurs trophées des mains de la commissaire européenne Corina Crețu et du président du jury RegioStars, le député européen Lambert van Nistelrooij.

Cette année, 104 candidatures ont été reçues pour les cinq catégories de prix suivantes:

CROISSANCE INTELLIGENTE: les nouvelles possibilités de l'économie mondiale

CROISSANCE DURABLE: l'économie circulaire

CROISSANCE INCLUSIVE: l'intégration - création de communautés inclusives et multiculturelles

CITYSTAR: des solutions innovantes pour un développement urbain durable

GESTION EFFICACE DES FONDs: faire une différence en gérant différemment.

Et les lauréats sont ...

- 1. COPENHAGEN CLEANTECH CLUSTER:**
Région de la capitale du Danemark (FEDER)
<http://cleancluster.dk/> - Croissance intelligente
- 2. CENTRO BIO: BIO-INDUSTRIES, BIOREFINERIES AND BIOPRODUCTS:** Centre, Portugal (FEDER)
<http://www.blc3.pt/?lang=fr> - Croissance durable
- 3. ACADEMY OF SOCIAL ECONOMY:**
Voïvodie de Petite-Pologne, Pologne (FSE)
<http://www.rops.krakow.pl/> - Croissance inclusive
- 4. REVITALISATION OF LOWER TOWN DISTRICT OF GDAŃSK:** Voïvodie de Poméranie, Pologne (FEDER)
<http://bit.ly/2be10Mm> - CityStar
- 5. TRANSPARENCY INITIATIVE JONVABALIAI (FIREFLIES):** Projet national, Lituanie (FSE et AT)
<http://www.esinvesticijos.lt/> - Gestion efficace
- 6. CIRCULAR OCEAN:** (FEDER) choisi par les participants de l'événement dans la catégorie «prix du public». ■



“ Nous sommes très fiers de bénéficier du soutien du FEDER... la région du Grand Copenhague avait vraiment besoin d'une réussite de ce genre. Et nous sommes également très fiers que quelqu'un ait partagé et cru en notre vision de transformation écologique de la société. ”

Carsten Orth Gaarn-Larsen, PDG Clean

“ La principale caractéristique du projet, qui garantissait sa durabilité, est qu’il répondait véritablement aux problèmes de la population régionale locale. ”

Ana Abrunbosa, Présidente de la Commission de coordination du développement régional du Centre, Portugal



“ Je suis très fier et j’aimerais remercier mes collègues. Nous formons la meilleure équipe du monde! J’aimerais également remercier mes concitoyens – ils sont très heureux parce que Gdańsk est devenue une ville de liberté et de solidarité, et qu’elle façonne la solidarité jour après jour. ”

Paweł Adamowicz, Maire de Gdańsk

“ «Lucioles» est une communauté de milliers de personnes qui espèrent pouvoir diffuser plus d’informations et montrer que la transparence est aussi facile... que de se brosser les dents... ”

Sergej Muravjov – Directeur exécutif, Transparency International Lituanie



“ Il est très important de remercier nos fondateurs, Interreg et la région de la périphérie nord et de l’Arctique, qui investissent non seulement dans le projet mais aussi dans les personnes. Il est très important de s’entourer des bonnes personnes et de collaborer avec d’autres régions – c’est la clé pour réussir. ”

Neil James, Circular Ocean, Gestionnaire du projet

“ Nous avons prouvé que nous pouvons associer activités commerciales et sociales, mais surtout, grâce à notre produit, beaucoup de personnes exclues ont trouvé un emploi. Et plus important encore, nous avons créé un système qui a inspiré d’autres personnes en Pologne. ”

Jacek Krupa, Maréchal, Voïvodie de Petite-Pologne



POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/regio-stars-awards/

PANORAMA
vous invite
à envoyer vos
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leurs avis et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant vos commentaires.
regio-panorama@ec.europa.eu

ROUMANIE ET PAYS-BAS: LA COLLABORATION DANS LE DOMAINE DE LA RIS3 EN PRATIQUE

Les régions du Nord-Est de la Roumanie et du Nord des Pays-Bas se sont réunies il y a un an dans le cadre d'un programme de coopération basé sur les principes de la spécialisation intelligente. Elles créent des environnements propices à l'innovation, au sein desquels les connaissances et les efforts des deux pays sont canalisés dans le but de trouver des solutions aux défis sociaux.

Malgré les différences considérables qui existent entre le Nord-Est de la Roumanie et le Nord des Pays-Bas, nos régions sont confrontées à la même question: comment pouvons-nous mieux exploiter les connaissances des universités et le potentiel des entreprises afin de concevoir des innovations pertinentes qui améliorent le bien-être des citoyens?

C'est cette question qui a rapproché nos organisations – l'Agence pour le développement de la région du Nord-Est de la Roumanie (ADR) et l'Alliance des provinces du Nord des Pays-Bas (SNN). Nous avons été appariés grâce à la base de données en ligne Eye@RIS3, qui répertorie chaque région en fonction des sujets prioritaires qu'elle a définis dans le cadre de sa stratégie de spécialisation intelligente.

Au début de l'année 2015, nous avons mis en place une initiative conjointe avec le précieux soutien du programme TAIEX REGIO PEER 2 PEER de la Commission européenne. Nous

avons convenu plutôt rapidement que nous voulions adopter une approche différente de l'approche traditionnelle. Nous avons opté pour une coopération qui s'appuie sur les principes de la spécialisation intelligente, mais qui fait également le lien avec les principaux défis sociaux auxquels sont confrontées nos régions. En fin de compte, ce sont ces défis que nous souhaitons relever.



Nous poursuivons une approche programmatique. En collaboration avec les institutions scientifiques, les entreprises et les organisations de la société civile, nous avons mené une analyse systématique des problématiques dans un domaine particulier, des partenaires susceptibles de nous aider à trouver une solution et des possibilités pour les acteurs de mettre en place conjointement cette solution. Notre approche est basée sur toute une série d'interventions menées simultanément pour répondre à un défi social spécifique. Elle nous permet ainsi de disposer d'une masse critique et d'amorcer un véritable processus de transition.

Au cours de l'année écoulée, nous avons collaboré avec plus de 700 acteurs dans le cadre de ce processus de découverte entrepreneuriale. De nombreuses parties prenantes issues des deux régions se sont réunies et plusieurs sous-projets ont été mis en place pour relever les défis. Nous souhaitons désormais créer des laboratoires vivants dans un certain nombre de domaines spécifiques, qui rassembleraient de manière structurée les parties des deux pays pour leur permettre d'intégrer des chaînes de valeur. Nous construisons également des

structures permettant la mise en place progressive d'environnements propices à l'innovation, afin de diminuer le rôle de l'ADR et de la SNN en tant que facilitateurs et moteurs.

Ce faisant, nous avons atteint le cœur de ce que la coopération en matière de RIS peut accomplir: la résolution conjointe des problématiques sociales à travers une approche programmatique. Nous sommes convaincus que cette coopération permettra à nos régions de progresser. Nous constatons que nos idées ont suscité un vif enthousiasme en Europe et à la Commission européenne. Il existe de nombreuses possibilités de resserrer les liens que nous avons établis avec d'autres régions.

Notre ambition est de créer un grand groupe de régions où les entreprises, les institutions scientifiques et les organisations de la société civile peuvent concevoir conjointement des innovations pertinentes qui accélèrent le développement régional et renforcent la cohésion. ■

GABRIELA MACOVEIU

Directrice de la communication, de la coopération et du développement des entreprises, ADR du Nord-Est de la Roumanie

LUC HULSMAN

Directeur de programme, Alliance des provinces du Nord des Pays-Bas

DÉVELOPPEMENTS INTELLIGENTS EN TOSCANE

La Toscane a placé parmi ses priorités l'amélioration de sa performance en matière d'innovation ainsi que le renforcement de son système de transfert de technologie, dans le but de réaliser les objectifs de la stratégie Europe 2020.

Cette approche, qui a été amorcée au titre du programme du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour la période 2007-2013, cible actuellement les clusters technologiques et les investissements en matière de recherche, développement et innovation. Le financement initial de 640 millions d'EUR en innovation et R&D a été maintenu et renforcé dans le cadre de la stratégie régionale de spécialisation intelligente, par le biais de trois technologies: les TIC et la photonique; les usines intelligentes; les produits chimiques et les nanotechnologies.

Il s'agit de technologies stratégiques dans des secteurs «à croissance rapide» – tels que les sciences de la vie, la robotique et la mécatronique – mais qui proposent également des applications importantes dans des secteurs plus traditionnels, comme la mode, l'exploitation des carrières de pierres, la mer et les chemins de fer. Ainsi, et grâce à la représentation des grandes entreprises et des PME capables de faire équipe et de collaborer dans le secteur de la recherche, ces technologies ont rendu le label «Fabriqué en Toscane» célèbre dans le monde entier.



Le programme opérationnel de la Toscane pour la période 2014-2020 adopté dans le cadre du FEDER en février 2015 avec une contribution financière de 792 millions d'EUR, consacre 35 % de ses ressources, à savoir 275,1 millions d'EUR, à l'axe prioritaire 1 – recherche, développement et transfert de technologie. Il a déjà financé 474 projets grâce à des subventions d'un total de 56,6 millions d'EUR et des investissements actifs s'élevant à 143 millions d'EUR (au 30 juin 2016).

Ces projets se concentrent, entre autres, sur la recherche industrielle et le développement expérimental, l'aide à la création d'entreprise et les services spécialisés, ainsi que le renforcement du système de transfert de technologie. Ils englobent un large éventail de domaines, allant du soutien aux infrastructures à la collaboration avec les universités et les centres de recherche.

Dans ce cadre, l'approche adoptée par le Conseil régional a été stratégique. Après le lancement du programme du FEDER pour la période 2014-2020, il a publié ses trois premiers avis en juillet 2014 pour la R&D et l'innovation, et a prévu des ressources financières au titre des fonds ESI afin d'assurer la continuité des investissements qui ont commencé dans le cadre du programme précédent. Cette décision illustre le plan d'action de la Toscane, qui est axé sur l'innovation en faveur de la croissance et la création d'emploi. ■

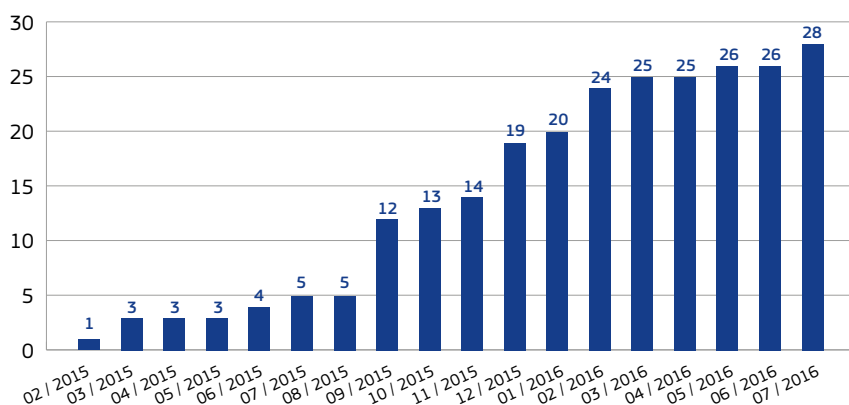
ANGELITA LUCIANI

Autorité de gestion du FEDER, Toscane

ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE DANS LA VOÏVODIE DE CUJAVIE-POMÉRANIE

La vision traditionnelle au sein des milieux universitaires cantonne le rôle des scientifiques au travail de recherche et à la transmission de leurs connaissances aux étudiants. De telles idées préconçues, combinées à de nombreux défis, tels que les obstacles organisationnels et financiers, entravent la commercialisation effective des résultats de la recherche universitaire.

Nombre d'entreprises créées par essaimage au Centrum Transferu Technologii UMK Sp. z o.o.



Les instituts de recherche, les gouvernements nationaux et locaux, ainsi que les organisations de soutien aux entreprises œuvrent à la promotion des processus qui encouragent les applications commerciales de la recherche scientifique. Des programmes efficaces dans ce secteur ne profitent pas seulement aux instituts de recherche, mais permettent également de promouvoir l'innovation au sein de l'économie. L'entrepreneuriat universitaire dans son ensemble couvre la commercialisation de la recherche universitaire, le soutien à la recherche dans des domaines prometteurs du point de vue commercial et, surtout, l'essaimage d'entreprise (à savoir la création d'entreprises par des chercheurs et leur promotion par l'université mère) et les entités ad hoc.

Le gouvernement local polonais de la voïvodie de Cujavie-Poméranie est l'un des rares du pays à avoir inclus le soutien à l'entrepreneuriat universitaire dans son programme opérationnel, en particulier dans le cadre de l'action 1.3 et de la sous-action 1.5.3 du programme opérationnel régional pour la période 2014-2020 pour la voïvodie de Cujavie-Poméranie.

Le programme consacre 16 millions d'EUR à des projets de développement de l'entrepreneuriat universitaire. Il vise

à augmenter le nombre d'entreprises créées par essaimage, à stimuler la recherche et le développement au sein des entreprises, à améliorer la compétitivité des universités régionales et à renforcer leur participation dans la mise en œuvre du programme régional de spécialisation intelligente.

Au cours des deux années précédentes, le gouvernement local de Cujavie-Poméranie a signé des accords avec des universités et des organisations régionales de soutien aux entreprises afin de promouvoir l'activité commerciale universitaire. Parmi les

universités figure l'université Nicolaus Copernicus (UMK), qui dispose d'un vaste système de programmes de soutien à l'entrepreneuriat universitaire, notamment la Plateforme pour l'innovation universitaire, un site internet visant à diffuser le savoir-faire et les actions en matière de développement de l'innovation au sein de la communauté universitaire.

Un autre partenaire important est la Pépinière d'entreprises universitaire, qui offre aux étudiants et au personnel de l'UMK des formations et des conseils sur la création d'entreprise. Le principal département qui

soutient actuellement l'entrepreneuriat universitaire à l'UMK est le Centrum Transferu Technologii UMK sp. z o.o. Cette entité ad hoc, qui a été créée en 2014 et soutenue au niveau national grâce à des fonds de l'UE (au titre du programme SPIN TECH du Centre national pour la recherche-développement), œuvre en faveur de la commercialisation des résultats de la recherche. Depuis 2015, elle a encouragé la création d'entreprises par essaimage au sein de la plus grande université de la région, avec plus de 25 entreprises créées depuis le milieu de l'année 2016.

Dans le cadre de ces mêmes accords, l'entrepreneuriat universitaire se développe également dans d'autres universités de la région de Cujavie-Poméranie, notamment l'université Casimir le Grand et l'université de technologie et sciences de la vie à Bydgoszcz. ■

PROGRAMME EN MATIÈRE DE SCIENCES ET D'INNOVATION

(Agenda Nauki i Innowacyjności) - Voïvodie de Cujavie-Poméranie

PHOTOGRAPHIÉ

Dans les régions, priorité à la communication

Comment peut-on communiquer sur les bénéfices de l'UE de manière moins complexe, plus proche du peuple et plus attractive? Une des solutions consiste à impliquer les citoyens européens. C'est précisément l'objet de la campagne «L'Europe dans ma région». Elle invite les citoyens à découvrir les projets financés par l'UE près de chez eux, à les photographier (pour les soumettre au concours photo) et à écrire à leur sujet (et ainsi participer au concours de rédaction de blog).

Au total, 837 clichés représentant des projets financés par l'UE ont été soumis à la cinquième édition du concours photo «L'Europe dans ma région». Un jury composé de deux photographes et d'un spécialiste des médias sociaux ont sélectionné trois gagnants ex æquo: Diellza Balaj du Kosovo, Carlo Deviti d'Italie et Saara Olkkonen de Finlande.

«J'ai découvert le concours photo sur Facebook, puis j'ai visité le site internet de la Commission européenne, ainsi que le portail italien sur les fonds de l'UE pour voir les projets financés près de chez moi. Je suis sorti, j'ai pris les photos et, à ma grande surprise, j'ai gagné le concours», a expliqué Carlo Deviti.

Il a ensuite été invité à Bruxelles, aux côtés des deux autres lauréats, pour participer à un atelier photo et à la cérémonie de remise des prix lors de la European Week of Regions and Cities. «Ce fut une expérience extraordinaire, de rencontrer des personnes issues de toute l'Europe lors de cet événement», a déclaré Carlo.

Trouver les mots justes

Les gagnants du concours de rédaction de blog de la campagne «L'Europe dans ma région» figuraient également parmi les participants. Les blogueurs d'Europe ont été invités à prendre la plume pour aborder les projets financés par l'UE. Leurs

articles ont ensuite été traduits et republiés sur le site internet d'Euractiv avant d'être partagés sur les réseaux sociaux.

Un jury composé de journalistes professionnels a choisi trois lauréats: L'éco-blogueur polonais Janusz Mizerny arrive en tête avec son article sur les «Bus au biogaz: la solution écologique pour les villes.» Les deux autres blogueurs récompensés suivaient de près: Clarissa Hirst (Suède): «Un terrain de jeu avec la Russie en mer Baltique: défis et opportunités» et Andrea González González (Espagne): «Le parc naturel du Cabárceno, parmi les premiers projets financés par l'UE en Cantabrie!»

Clarissa a partagé ses réflexions à propos du concours dans un article de blog: «*Les équipes de communication basées à Bruxelles peuvent diffuser des statistiques et des informations, mais ce sont les personnes qui vivent, travaillent, socialisent, font du sport, achètent et voyagent dans les régions européennes qui sont les mieux placées pour expliquer plus précisément ce qui s'y passe.*»

Enfin, pour ajouter un élément ludique à la campagne, une chasse au trésor a été organisée. Les chasseurs de trésor devaient trouver une affiche cachée lorsqu'ils visitaient les projets, déchiffrer une phrase codée et répondre à une dernière question en ligne. Parmi les près de 500 participants, Elinne Mertens de Belgique a été la première à soumettre la bonne réponse – à peine 1 minute et 26 secondes après la publication en ligne de la question! Elinne a gagné un voyage à Vienne afin de visiter un projet cofinancé par l'UE. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/communication/inform-network/euimr_campaign/





f EUinmyRegion
#EUinmyRegion
ec.europa.eu/info/region



Le Grand Est, France: la diversité au cœur de l'Europe



Une nouvelle région a été créée au cœur de l'Europe. Née de la fusion en 2016 entre l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine, la Région Grand Est jouit d'un positionnement stratégique au nord-est de la France, grâce à sa diversité géographique et économique inégalée.

Le Grand Est est la seule région française à disposer d'une frontière commune avec quatre pays (la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse), avec lesquels elle entretient de solides liens historiques, culturels et économiques. Ainsi, la politique de cohésion européenne a joué un rôle majeur dans le renforcement des relations transfrontalières pour les 5,5 millions de citoyens et les centaines de milliers de petites et moyennes entreprises (PME) du Grand Est, ainsi que dans l'amélioration de l'emploi local, l'innovation et la croissance des entreprises dans un grand nombre de secteurs.

L'Alsace a fait œuvre de pionnière en ce qui concerne la gestion du Fonds européen de développement régional, en tant que première autorité de gestion régionale pour le FEDER en France dans le cadre d'un programme pilote en 2003.

Selon Philippe Richert, président de la Région Grand Est (voir son interview ci-dessous), depuis 2014, grâce au succès du programme pilote en Alsace, davantage d'administrations régionales se sont vu confier la gestion de la mise en œuvre des programmes de la politique de cohésion, qu'il considère comme essentielle dans le renforcement du développement économique et de l'emploi en Europe.

Basée à Strasbourg, actuelle capitale du Grand Est et un des sièges du Parlement européen, l'autorité de gestion régionale

< *Philippe Richert, président du Conseil régional du Grand Est, accueille la Commissaire Crețu lors d'une récente visite à Strasbourg*

continue de superviser les fonds de la politique de cohésion pour la région toute entière. Elle est responsable de la gestion d'un budget de 773 millions d'EUR au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE) pour la période 2014-2020, avec le soutien de cofinancements nationaux et régionaux supplémentaires.

Soutien financier

Le mandat de l'autorité de gestion prévoit notamment le maintien du soutien aux projets déjà en cours en Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, ainsi que la supervision des nouvelles initiatives visant à promouvoir le développement actuel de la Région Grand Est désormais élargie. La récente réforme territoriale française a réduit le nombre total de régions dans le pays à 18, contre 27 précédemment.

La fusion entre l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine regroupe des territoires présentant des profils socioéconomiques très divers, générant à la fois des bénéfices, mais également des défis pour la réalisation des objectifs de développement de la région. Alors que l'Alsace et la Champagne-Ardenne se classaient parmi les régions de l'UE les plus développées et recevaient un financement du FEDER de 75 millions d'EUR et 185 millions d'EUR respectivement pour la période de programmation 2007-2013, la Lorraine était considérée comme une région en transition et bénéficiait d'un soutien de 329 millions d'EUR au titre du FEDER.

Désormais regroupées au sein du Grand Est, les régions continueront à recevoir une aide financière considérable de l'UE dans les années à venir, en tenant compte non seulement de la diversité socioéconomique et de la transition industrielle en cours au sein de la région élargie, mais également de son ouverture internationale et de sa situation stratégique pour les échanges transfrontaliers de biens, de services et d'expertise.

Par conséquent, les principales priorités de financement du FEDER et du FSE dans le Grand Est comprennent l'aide aux exportateurs, en particulier les PME, qui représentent plus de 90 % des plus de 330 000 entreprises de la région; l'amélioration de l'éducation, de la recherche et de l'innovation grâce aux stratégies de spécialisation intelligente afin de renforcer la compétitivité; et la transition vers une économie sobre en carbone pour améliorer l'efficacité énergétique et protéger la richesse de la biodiversité de la région.

1 border with 4 European countries

Grâce à ses industries de la machinerie, de l'automobile et de la métallurgie, ses firmes pharmaceutiques et chimiques, ainsi que son vaste secteur agroalimentaire, le Grand Est est la deuxième plus grande région exportatrice de France derrière l'Île-de-France et la première en volume d'exportation par habitant.

Avec plus de 80 % des 57 800 kilomètres carrés de son nouveau territoire dédiés à l'agriculture et à la forêt, la région est un champion de la production agricole et est mondialement connue pour des produits tels que les vins mousseux de Champagne. Elle devient également un fournisseur important d'énergie renouvelable issue de la biomasse et des biocarburants, parallèlement à l'énergie éolienne et hydraulique.

Une population relativement jeune, des instituts d'enseignement réputés tels que les universités de Strasbourg et de Reims, ainsi qu'un secteur de la recherche et de l'innovation en pleine croissance contribuent d'autant plus à la diversité, au dynamisme et au potentiel du Grand Est.

Les initiatives soutenues par le FEDER, telles que le projet de recherche moléculaire FILODIM en Lorraine et la construction d'un centre européen de formation en environnement aseptique et stérile en Alsace (voir les encadrés), contribuent à la transition du Grand Est vers une économie axée sur l'innovation et s'appuient sur le rôle de premier plan qu'il joue actuellement dans des domaines clés de la science et de la technologie.

D'autres projets financés par l'UE, comme le développement d'une pépinière d'entreprises dans la ville de Saint-Dizier en Champagne-Ardenne, soutiennent les entrepreneurs et la création d'entreprise en offrant de nouvelles opportunités économiques aux sociétés locales et en renforçant l'attractivité de la région pour les investissements étrangers.

Interreg: coopération transfrontalière

Grâce à son positionnement stratégique, la part des échanges du Grand Est avec d'autres pays de l'UE et la Suisse est plus élevée par rapport aux autres régions de la France métropolitaine, tandis que les industries locales bénéficient de 159 000 travailleurs frontaliers issus des pays voisins.



EASE STRASBOURG: FORMATION EN IMMERSION TOTALE

Lorsqu'il ouvrira ses portes en 2017, le centre de formation en environnement aseptique et stérile (EASE) basé à l'université de Strasbourg offrira de nouvelles opportunités d'enseignement et de formation aux étudiants et soutiendra les industries de la santé, de la chimie et de l'agroalimentaire du Grand Est.

Avec le soutien du FEDER et du programme national français d'investissements d'avenir, le centre EASE est conçu comme une institution de formation en immersion totale. Il fonctionne comme une usine réelle et est développé par et pour les fabricants. Dans de réelles conditions de travail, les étudiants acquerront des compétences spécifiques, telles que de bonnes pratiques de fabrication et une connaissance approfondie des processus, techniques et contraintes liés au travail en salles blanches. Même s'il se concentrera principalement sur la formation pour les industries liées à la santé dans la Région Grand Est, il proposera également des possibilités de formation pour les secteurs de la chimie et de l'agroalimentaire.

Avec une surface de 4 500 mètres carrés, le centre EASE offrira des cursus à court et à long terme à un grand nombre d'étudiants, dont environ 1 000 personnes en formation initiale, 2 500 en formation continue et 500 en parcours de requalification professionnelle. Le projet prévoit la construction d'un quartier résidentiel pour les étudiants suivant un programme d'expérience professionnelle.

COÛT TOTAL: 16,3 MILLIONS D'EUR
CONTRIBUTION DE L'UE:
3,3 MILLIONS D'EUR

<https://www.unistra.fr/index.php?id=18114>

Le Grand Est a enregistré 13,6 % de toutes les exportations françaises en 2014, les partenaires commerciaux européens représentant 75 % des échanges totaux.

Le Grand Est participe à trois programmes transfrontaliers d'Interreg soutenus par le FEDER, qui aident les autorités publiques régionales et locales à partager leurs idées et leurs expériences en matière d'administration publique du point de vue pratique. Ils développent des échanges sociaux et économiques et améliorent les stratégies politiques pour les citoyens et les communautés.

Le programme Interreg Rhin Supérieur soutient la coopération transfrontalière avec des régions allemandes et suisses, grâce à un budget de 110 millions d'EUR. Le programme Grande Région, quant à lui, réunit le Grand Est et les autorités du Luxembourg, de la région belge de Wallonie et des régions allemandes de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, avec un financement de 140 millions d'EUR. Le Grand Est fait également partie du partenariat Interreg France-Wallonie-Vlaanderen visant à améliorer la coopération entre cinq régions belges et françaises et bénéficiant d'un budget de 170 millions d'EUR. ■



SAINT-DIZIER: DÉVELOPPEMENT D'UNE PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES

La ville de Saint-Dizier en Champagne-Ardenne a ouvert sa première pépinière d'entreprises en 2013, dans une partie d'une ancienne école située dans une zone visée par les projets de rénovation urbaine. Son succès a été immédiat et a dépassé de loin les attentes des autorités communautaires locales, enregistrant un taux d'occupation de plus de 90 % et un grand nombre d'entrepreneurs et d'étudiants utilisant le bâtiment à bon escient.

Par conséquent, la pépinière d'entreprises de Saint-Dizier est en cours d'élargissement grâce au soutien du FEDER. Le bâtiment tout entier sera adapté pour la pépinière d'entreprises; il offrira davantage d'espace pour permettre aux entrepreneurs et aux nouvelles entreprises de travailler, de meilleures installations logistiques communes et un accès renforcé à l'aide institutionnelle et financière.

COÛT TOTAL: 593 400 EUR
CONTRIBUTION DE L'UE: 219 400 EUR

<http://www.saint-dizier.fr/vie-economique/accompagnement-et-demarches/espace-createurs-d-entreprises.html>

FILODIM: DE BELLES PERSPECTIVES POUR UNE



TECHNOLOGIE DE POINTE

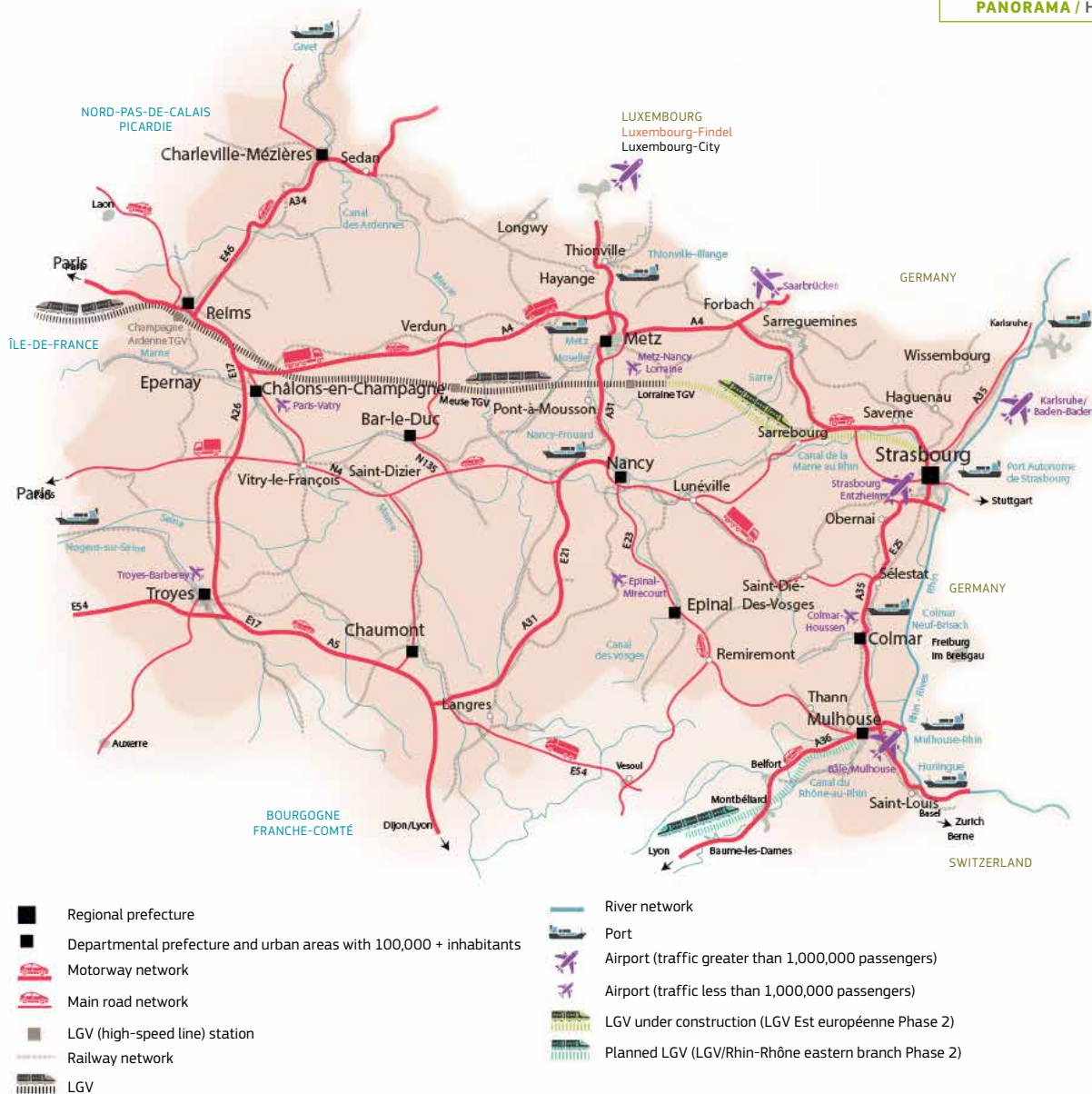
Au Centre hospitalier régional et universitaire de Nancy, les universités et l'industrie travaillent main dans la main sur le projet FILODIM financé par l'UE, afin de développer des traceurs radioactifs novateurs permettant de dépister le cancer. Cette initiative est un exemple récent du travail avant-gardiste réalisé par le groupe de recherche Nancyclotep, qui a été établi en 2007 dans le but d'examiner les applications innovantes de la tomographie par émission de positrons (TEP), une technologie d'imagerie.

La recherche effectuée par Nancyclotep a déjà produit des résultats probants qui sont appliqués par l'industrie européenne des soins de santé et qui aident à améliorer le dépistage et le diagnostic pour toute une série de troubles oncologiques, neurologiques et cardiovasculaires. À FILODIM, les chercheurs ont mis en pratique des techniques novatrices de dépistage du cancer, effectué des essais précliniques et développé les technologies TEP. Le projet a également contribué à la mise en place d'une plateforme de formation en ligne pour les spécialistes de la TEP travaillant dans le secteur des soins de santé en Europe.

Ainsi, FILODIM et d'autres initiatives de Nancyclotep ont joué un rôle majeur dans la promotion de l'hôpital régional et universitaire de Nancy en tant que centre d'excellence dans la recherche liée à la TEP, non seulement dans la Région Grand Est, mais également en France et dans toute l'Europe.

COÛT TOTAL: 2,3 MILLIONS D'EUR
CONTRIBUTION DE L'UE: 556 400 EUR

<http://nancyclotep.inist.fr/>



Population

5 552 388 (2012), représentant 8,4 % de la population totale du pays.

Marché du travail

En 2012, 67,9 % de la population travaillait contre 68,5 % de la moyenne nationale (68,3 % au niveau européen); le chômage s'élevait à 9,4 % (10,2 % et 10,8 % aux niveaux national et européen respectivement).

Économie

Le Grand Est enregistre le sixième PIB par habitant le plus élevé des 18 régions de France, à hauteur de 27 000 EUR (2013), juste en dessous de la moyenne nationale de 28 400 EUR, mais au-dessus de la moyenne de l'UE-28 de 26 500 EUR. Les principaux secteurs sont les services, l'industrie, la construction et l'agriculture.

Spécialisations intelligentes

La nouvelle région dispose d'un secteur de la recherche et de l'innovation en pleine expansion axé autour de cinq priorités

régionales principales: la gestion des ressources naturelles, la science des matériaux, les soins de santé et l'industrie pharmaceutique, la bioéconomie et les futures innovations dans le domaine des usines. Bien que l'investissement en R&D soit inférieur à la moyenne nationale, en 2011, les chercheurs du Grand Est ont déposé 440 brevets auprès de l'Office européen des brevets, ce qui représente le quatrième plus grand nombre parmi toutes les régions de France métropolitaine.

Autres secteurs clés

Le commerce joue un rôle significatif dans l'économie de la Région Grand Est en raison de son positionnement stratégique, car elle dispose de frontières communes avec la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse. C'est la deuxième plus grande exportatrice derrière l'Île-de-France et elle a représenté 13,6 % de toutes les exportations françaises en 2014. Environ 75 % des exportations sont destinées aux autres pays de l'UE, dont 30 % en Allemagne.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.alsacechampagneardennelorraine.eu>
la-region-alsace-champagne-ardenne-lorraine/

Plus de confiance et de souplesse avec Bruxelles

DES MOYENS STRUCTURANTS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE GRAND EST



Philippe Richert, président de la nouvelle Région Grand Est, souligne les avantages concrets de la politique de cohésion, en particulier pour éviter la rupture numérique entre territoires ruraux et agglomérations. Il appelle à plus de confiance et de souplesse entre la Commission européenne et les Régions en tant qu'autorités de gestion.

Comment la politique de cohésion peut-elle aider la Région "Grand Est" à se développer économiquement et quels sont les domaines prioritaires?

Sur 2014-2020, la région Grand Est bénéficie de 770 millions d'euros au travers des programmes opérationnels régionaux Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine financés par les fonds structurels européens et de 420 millions d'euros alloués aux programmes transfrontaliers Interreg Rhin supérieur, Grande Région et France-Wallonie-Vlaanderen, soit plus de 1 milliard d'euros. En ajoutant la part du Fonds social européen (FSE) gérée par l'Etat, la politique de cohésion représente des moyens très conséquents et structurants pour l'organisation territoriale et le développement économique de la région Grand Est.

61% des fonds FEDER sont fléchés vers trois domaines prioritaires : 25% vers la recherche et l'innovation avec 143,8 M€, 22% vers le soutien à la compétitivité des PME avec 127,7 M€ et 14% vers le développement des infrastructures et des usages numériques avec 77,8 M€. Les investissements dans le domaine de la transition énergétique bénéficieront de 145,8 M€ de FEDER. Le FSE, près de 160M€ à l'échelle du Grand Est, finance en priorité l'éducation et la formation des jeunes et des demandeurs d'emploi.

Par exemple, nous avons engagé sous l'égide de la Région avec neuf départements, une politique d'appel d'offres pour mettre en place le très haut débit partout au moyen de la fibre optique FTTH. Cela représente plus de 2 milliards d'euros de travaux. Les territoires ruraux sont fragiles et le très haut débit est l'un des éléments essentiels pour éviter une rupture numérique.

Quels sont les avantages et les inconvénients de la nouvelle approche qui vise à intégrer des fonds et des instruments financiers?

Le financement des politiques par le recours à des instruments d'ingénierie financière aux côtés du mécanisme des subventions présente l'avantage d'accroître les ressources disponibles. Par le plan Juncker, par la Banque européenne d'investissement (BEI), les crédits européens viennent en support non plus aux collectivités mais aux entreprises, via le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Ce sont les entreprises adjudicataires des appels d'offres qui mènent la dynamique. Concernant la fibre optique, les projets sur l'Alsace représentent 500 millions d'euros et 1,3 milliards d'euros sur sept autres départements de la région Grand-Est. Cela va générer des emplois et la mise en place d'une infrastructure de formation, notamment dans le BTP. Néanmoins, un équilibre entre les deux

formes de financement doit être recherché, et une évaluation de l'efficacité de ces instruments doit être réalisée.

Il existe une question globale relative à l'utilisation des fonds européens centrée sur la simplification. Comment les régions peuvent-elles y contribuer ?

L'Europe va très loin dans le détail de ce qu'elle exige pour être sûre que les moyens vont être bien affectés. Toutes ces vérifications rendent l'ensemble des dispositifs tellement lourd que les gens préfèrent y renoncer plutôt que de remplir des centaines de pages. Il faut sortir de cette logique de la défiance et entrer dans la posture de la confiance. En vue de la prochaine programmation, les régions françaises proposent aussi la levée de freins réglementaires comme la fin de l'application des aides d'Etat à la politique de cohésion et la création d'un fonds européen unique.

Pendant la période 2014-2020, les Régions peuvent contribuer à la simplification en mobilisant des outils telle la création de guichets uniques pour les porteurs de projets ou l'utilisation des options de coûts simplifiés.

La politique de Cohésion est-elle, selon vous, efficace ? Que faire pour faire encore mieux ?

La politique de cohésion permet de limiter les effets de la crise économique, de contenir la baisse de l'investissement public en Europe et de mener des politiques publiques orientées vers une croissance créatrice d'emploi, en adaptant les interventions aux besoins réels des territoires. Au total 977 projets et

près de 160 M€ ont été programmés à l'échelle de la région Grand Est depuis 2015, dont 766 projets FEDER pour un montant de 86 M€.

Pour la rendre plus efficace, il faut sortir de la logique de saupoudrage et aller vers des projets ayant des effets structurants, sur la durée. Il faut nous organiser davantage pour que l'argent public (Interreg, Feder) soit utilisé dans une mission plus stratégique. Cela signifie avoir plus de souplesse dans la relation avec Bruxelles car de grands projets structurants ne se montent pas en six mois. Or, les premières années de chaque période, il y a un risque de dégageage d'office si le taux d'utilisation des fonds n'est pas assez performant. Devant l'urgence d'afficher des résultats, on prend des projets qui n'auraient pas mérité d'être prioritaires.

Quels résultats espérez-vous atteindre à la fin de la période 2014-2020 ?

Des cibles ont été fixées à l'horizon 2023 pour chacun des objectifs stratégiques. Des évaluations thématiques seront conduites au cours de la programmation. Les résultats seront mesurés et évalués régulièrement, avec un focus au 31 décembre 2018. Cette évaluation à mi-parcours permettra si besoin d'adapter la stratégie des programmes.

Quelle est la valeur ajoutée de ce qu'on appelle communément l'Interreg franco-français, un système unique en son genre ? Quel regard portez-vous sur les programmes Interreg classique ?

Il y a des cohérences à développer qui vont au-delà des frontières administra-

tives. L'axe interrégional Massif des Vosges dans le programme opérationnel Lorraine et Massif des Vosges, couvre les anciennes régions Lorraine, Alsace et Franche-Comté, avec des déclinaisons au niveau économique, touristique, de l'aménagement du territoire ou de la valorisation de l'environnement. Nous avons la même logique avec le pôle de compétitivité Véhicule du Futur, à Strasbourg, qui concerne l'Alsace et la Franche-Comté.

Les programmes Interreg « classques » ont permis de financer de nombreux projets, pour aménager le territoire transfrontalier, favoriser la formation et l'emploi, promouvoir la recherche et l'innovation avec des projets de l'Université de la Grande Région ou d'Eucor. Ce dernier est un projet de Campus européen, par la coopération entre les universités de Strasbourg et Haute-Alsace, de Karlsruhe en Allemagne et de Fribourg et de Bâle en Suisse, dans l'objectif de développer un grand site d'innovation et de recherche le long du Rhin.

Quel est l'impact de la récente réforme territoriale française sur les programmes opérationnels et leur gestion, restée au niveau des régions telles que définies avant la réforme ?

La fusion des régions n'a pas eu d'impact sur les programmes opérationnels approuvés par la Commission européenne. En revanche, elle a un impact direct sur les relations transfrontalières. La création de la Région Grand Est pousse les territoires voisins à s'organiser. Ainsi les länders allemands, comme la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtemberg, ont prévu de se coordonner avant de discuter avec nous. ■

Le 26 octobre, les commissaires Corina Crețu et Marianne Thyssen ont participé à un séminaire de travail sur le cadre financier pluriannuel et l'avenir de la politique de cohésion après 2020, organisé par l'Association des régions de France et animé par Philippe Richert, président de la nouvelle Région Grand Est. Les députés au Parlement européen et les représentants régionaux ont également participé au séminaire.

Interview avec la Commissaire Thyssen



Comment l'Europe peut-elle contribuer à relever le défi du chômage, et en particulier celui des jeunes ?

Le Président Juncker l'a rappelé dans son discours sur l'Etat de l'Union en septembre dernier: l'emploi est une priorité majeure pour la Commission.

Au-delà du Fonds européen pour les investissements stratégiques et des fonds structurels qui soutiennent l'investissement et donc l'emploi, il faut mettre en avant deux axes particuliers qui offrent diverses opportunités : les programmes spécifiques du Fonds social européen qui soutiennent l'intégration des jeunes dans le marché du travail et l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes. La Commission se réjouit des résultats obtenus à ce jour concernant cette initiative : en tout, 1,4 million de jeunes ont déjà pu être aidés et la France l'a pleinement exploitée avec déjà plus de 220 000 jeunes aidés à ce jour dans les régions éligibles.

Ces fonds ont permis de renforcer l'accompagnement des jeunes en recherche

d'emploi ou de qualifications, avec des dispositifs de qualité comme la Garantie pour la jeunesse, ainsi que de développer la formation, notamment au niveau régional. Néanmoins des améliorations peuvent encore être apportées sur le repérage des jeunes qui ne sont ni en formation, ni aux études, ni employés (NEETs), et pour lesquels les nouvelles actions financées restent trop rares.

C'est pourquoi la Commission a proposé de rajouter 1 milliard de crédits nouveaux sur la ligne de l'Initiative pour l'emploi des jeunes que les Etats membres bénéficiaires compléteront par un montant équivalent provenant de leur enveloppe du Fond Social Européen.

La gestion des fonds structurels est une préoccupation constante pour les bénéficiaires potentiels. De nouvelles simplifications sont-elles envisagées ?

La simplification est un pilier de notre initiative en faveur d'un "budget axé sur les résultats » lancée en 2015 dans le but de soutenir l'emploi et la croissance en utilisant le budget européen le plus efficacement possible.

La France a déjà recours aux options de coûts simplifiés dans la mise en œuvre des programmes cofinancés par le Fond Européen de développement Régional et le Fond Social Européen.

Le premier acte délégué adopté par la Commission dans ce cadre a d'ailleurs concerné le Programme national français sur l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes. L'acte a permis de valider une approche fondée sur les résultats pour la mise en

œuvre du dispositif Garantie Jeunes. D'autres propositions similaires sont en cours de discussions avec certaines régions françaises dans le domaine de la formation. Dans ce contexte, j'invite d'ailleurs les autorités de coordination à jouer un rôle accru dans la préparation et la coordination des propositions régionales.

Je voudrais aussi souligner la mise en place par la Commission européenne, dès juillet 2015, d'un groupe de haut niveau sur la simplification pour les bénéficiaires des Fonds structurels et d'investissement européens, lesdits Fonds ESI. Ce groupe composé de 12 experts conseille la Commission sur la manière de réduire la charge administrative qui pèse sur les bénéficiaires de Fonds ESI. Il a pu bénéficier notamment, et je les en remercie vivement, de l'implication des autorités françaises - le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires, la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle et Régions de France. ■

Interview avec la Commissaire Crețu



Selon vous, quel rôle les régions françaises nouvellement fusionnées peuvent-elles jouer dans la mise en œuvre de la politique de cohésion?

La réforme territoriale française, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, a transformé l'architecture territoriale de la France en réduisant le nombre de régions à 13, contre 22 précédemment. Par ailleurs, de nouvelles responsabilités ont été attribuées à ces nouvelles régions qui sont désormais exclusivement en charge de l'aide aux entreprises, de la mise en œuvre des politiques en matière de formation et d'emploi et des actions dans le domaine du transport, notamment les trains et les bus régionaux, les routes, les aéroports et les ports. Elles gèrent également l'enseignement secondaire, l'urbanisme et les grandes infrastructures. Ainsi, les nouvelles régions sont nos principaux interlocuteurs dans la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Cela permet l'entrée d'investissements qui peuvent être bénéfiques pour toutes les parties et contribuer plus efficace-

ment aux objectifs européens, étant donné que le plan d'action est adapté en fonction des contextes régionaux et locaux spécifiques. En outre, cette approche améliore également l'appropriation des actions aux niveaux national, régional et local, avec l'engagement fort des partenaires selon le principe du partenariat.

Un des principaux reproches exprimés à l'égard du FEDER demeure la mise en œuvre des règles relatives aux aides d'État. Pensez-vous que les principes de simplification appliqués actuellement aux autres instruments de l'UE tels que Horizon 2020 peuvent être mis en place à ce niveau également?

Notre cadre pour la période 2014-2020 prévoit déjà un large éventail d'éléments de simplification, tels qu'un ensemble commun de règles pour tous les fonds ESI, davantage de possibilités d'offrir des options simplifiées en matière de coûts et l'e-cohésion. Ensuite, l'examen à mi-parcours du CFP comprend des propositions législatives pour une approche plus simple et davantage orientée vers les résultats. Par ailleurs, nous avons écouté un grand nombre de parties prenantes, par le biais du Groupe de haut niveau pour la surveillance de la simplification pour les bénéficiaires et du programme pour une réglementation affûtée et performante (plateforme REFIT).

Toutefois, nous avons atteint les limites de ce qui peut être accompli dans le cadre du système actuel. Sans préjuger d'une future proposition de la Commission sur le CFP de l'après 2020, une

révision approfondie du fonctionnement de la politique de cohésion pourrait se révéler nécessaire.

Tout d'abord, la différenciation: nous devons reconnaître que les structures et capacités institutionnelles et administratives diffèrent d'un État membre à l'autre. Et cela doit se refléter dans le système de mise en œuvre.

Deuxièmement, nous devons nous diriger vers un ensemble unique de règles pour les fonds en gestion partagée. Bien entendu, nous avons accompli des progrès en ce qui concerne l'harmonisation des règles pour les fonds ESI, mais il existe toujours des différences spécifiques aux fonds qui créent de la complexité. Nous devons donc déployer tous les efforts possibles pour progresser vers la mise en place d'un ensemble unique de règles pour la prochaine période de financement, en ramenant tous les fonds d'investissement vers une gestion partagée.

Troisièmement, nous devons favoriser des synergies plus étroites avec d'autres instruments de l'UE, en particulier le plan d'investissement, afin d'optimiser l'utilisation du budget de l'UE.

Dans ce cadre, les règles relatives aux aides d'État demeurent un des principaux défis pour les années à venir. Elles ne doivent pas constituer un obstacle inutile à un accès facile au financement de l'UE. Cependant, cette question nécessitera un examen approfondi dans le contexte de l'après 2020 et une collaboration étroite entre les services en charge de ces dossiers. ■



La région de la mer Baltique se penche sur les tendances et défis à venir

La stratégie pour la région de la mer Baltique (EUSBSR) est la première stratégie macrorégionale développée par l'Union européenne. Elle vise à renforcer la coopération et promouvoir un développement équilibré dans cette vaste région qui compte 80 millions d'habitants – à savoir 16 % de la population de l'UE – et huit pays (Suède, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie et Pologne).

Les 8 et 9 novembre 2016, le 7^e Forum stratégique, intitulé «**Une région, un avenir – Perspective 2030 pour la région de la mer Baltique**», s'est déroulé à Stockholm, en Suède. Le forum a été ouvert par la commissaire à la politique régionale et urbaine, Corina Crețu, le Premier ministre suédois, Stefan Löfven, et le Premier ministre finlandais, Juha Sipilä.

Environ 1 200 parties prenantes issues des gouvernements régionaux et nationaux, de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire et des médias ont participé à plus de 40 ateliers et séminaires thématiques pour échanger sur leur vision à l'horizon 2030 et examiner comment la coopération macrorégionale peut contribuer à répondre aux défis et tendances futurs.

La commissaire Crețu a souligné: «*Depuis maintenant sept ans, la stratégie pour la mer Baltique, la toute première stratégie macrorégionale, a permis de développer la coopération sur les défis qui ne peuvent pas être relevés au niveau*

national: le transport maritime sûr et propre, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration des réseaux de transports, pour n'en citer que quelques-uns. Davantage d'efforts sont toutefois nécessaires, notamment le renouvellement et le maintien de l'engagement politique, la mise en commun efficace des ressources et des efforts en matière de communication afin de montrer la valeur ajoutée de la stratégie.»

Un rapport prospectif (voir lien ci-dessous) a été présenté – «**Perspectives à l'horizon 2030: préparer la région de la mer Baltique pour l'avenir**». Il a fourni des pistes de réflexion sur la manière dont la coopération peut contribuer à trouver les meilleures réponses aux défis futurs.

Parmi les principales tendances identifiées pour la région figurent:

- ▶ l'évolution des pressions démographiques et des flux migratoires;
- ▶ le développement de l'industrie et de l'innovation;
- ▶ l'approfondissement des discussions en matière environnementale et la préparation au changement climatique;
- ▶ la modification du processus décisionnel démocratique et le renforcement de la collaboration.

Une des principales questions soumises au débat concernait les problématiques à résoudre à l'échelle macrorégionale qui sont mieux traitées à des niveaux de gouvernance supérieur ou inférieur.

Juha Sipilä, Premier ministre finlandais (à gauche), Stefan Löfven, Premier ministre suédois (à droite) et Corina Crețu visitent le salon créatif lors du Forum stratégique sur la région de la mer Baltique

Parmi les principaux domaines identifiés pour un renforcement de la coopération macrorégionale figurent:

- les défis environnementaux et climatiques, qui ne peuvent être gérés que conjointement;
- la protection civile commune, qui nécessite une coopération multisectorielle entre les pays;
- la croissance bleue, qui concerne les ressources communes de la mer Baltique;
- le renforcement du contrôle du transport maritime afin d'augmenter les volumes de transport;
- la préservation de la culture de la coopération à long terme, qui constitue la clé de la réussite de l'EUSBSR.

Performance et potentiel

Alimentant le débat sur les tendances et opportunités futures de la coopération macrorégionale, le rapport «**Tendances, défis et potentiel dans la région de la mer Baltique**» a été présenté et discuté lors d'une séance spécifique. Il comprend les résultats du système de suivi territorial de la région de la mer Baltique et de l'indice du potentiel de la région de la mer Baltique. Ces deux instruments rendent compte de la performance actuelle de la région et ont apporté des pistes de réflexion sur son potentiel de développement.

Le **système de suivi territorial de la région de la mer Baltique** actualisé a témoigné du caractère évolutif des disparités existantes. Au niveau national, le fossé économique est-ouest dans la région de la mer Baltique se résorbe. Parallèlement, tous les pays enregistrent une augmentation de la polarisation à l'échelle infranationale. à l'heure actuelle, le clivage le plus profond concerne le développement social. La crise financière semble avoir touché plus fortement les régions rurales par rapport à d'autres types de région, ce qui a entraîné l'augmentation de la concentration de la production, des emplois et de la population dans les zones urbaines de la région de la mer Baltique. Par ailleurs, le rapport identifie des défis environnementaux majeurs, tels que la qualité de l'air dans les villes et les niveaux d'eutrophisation dans la mer Baltique.



L'**indice du potentiel de la région de la mer Baltique** classe et analyse la performance de ses 115 régions. Il éclaire les décideurs politiques sur les forces et faiblesses régionales et peut être utilisé dans le cadre d'un apprentissage comparatif entre les régions. L'indice se concentre sur trois catégories: le potentiel démographique, le potentiel de la population active et le potentiel économique. La région d'Oslo occupe le haut tableau, suivie par la région voisine d'Akershus. Les quatre régions des capitales respectives de la Suède, du Danemark, de l'Allemagne et de la Finlande, ainsi que trois régions norvégiennes (Rogaland, Hordaland et Sør-Trøndelag) et la région de Hambourg en Allemagne forment le reste du top 10.

Un autre rapport présenté à Stockholm, «Le meilleur de l'Europe – Bien aujourd'hui, inquiet pour demain», fournit une vue d'ensemble des tendances économiques dans la région de la mer Baltique, y compris les perspectives en matière d'investissement, de croissance et de compétitivité. Il confirme que les pays de la région de la mer Baltique se classent toujours en haut du tableau en termes de compétitivité et de capacité d'innovation, et que la prospérité continue de progresser dans la région. Cependant, des préoccupations économiques persistent quant à l'affaiblissement continu de la position de la région sur les marchés mondiaux. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.balticsea-region-strategy.eu/>

Renforcer les capacités administratives grâce à l'autoévaluation des employés

La direction générale de la politique régionale et urbaine met en place une série d'outils destinés à améliorer la gestion et la mise en œuvre du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion. Elle intégrera également un nouvel outil d'autoévaluation pour les employés impliqués dans l'administration des programmes de financement dans le cadre des efforts fournis pour soutenir le développement des ressources humaines.

Dans une large mesure, la performance des États membres et des régions repose sur la qualité des capacités administratives de l'administration publique. Trois facteurs clés ayant un impact sur la performance sont: la structure des administrations, les ressources humaines et la disponibilité des systèmes et outils adéquats. Existe-t-il un modèle idéal qui permettrait à une organisation de gérer les fonds? Non, il n'existe pas de modèle standard conçu et disponible, mais il est tout à fait possible d'identifier un ensemble de compétences essentielles destinées à améliorer la performance d'une organisation chargée de la gestion des fonds.

Par conséquent, afin d'aider les administrations des États membres, la direction générale de la politique régionale et urbaine a mis au point un cadre de compétences ainsi qu'un outil d'évaluation apparenté. Son objectif consiste à encourager une meilleure professionnalisation de la gestion des fonds et, au final, à développer de meilleures capacités administratives dans les administrations qui gèrent les fonds.

Ces outils devraient aider les États membres et les régions à renforcer leurs administrations de manière efficace et à identifier les lacunes relatives aux compétences requises et aux qualifications de leur personnel afin de définir les besoins en matière de formation et de recrutement. Les résultats de l'autoévaluation peuvent également servir à la mise en place de modules de formation sur la gestion du FEDER et du Fonds de cohésion aux niveaux national et européen.

Une version pilote de l'outil d'autoévaluation a déjà été testée en interne par la DG Regio. Cet exercice a confirmé que les tâches principales et secondaires, ainsi que les 180 compétences identifiées dans l'outil d'autoévaluation, sont appropriées et efficaces, malgré quelques modifications techniques et opérationnelles à apporter avant le déploiement généralisé du système. Au cours de ces modifications, l'outil sera adapté depuis son format Microsoft Excel actuel en une version en ligne plus conviviale et modulable, afin de faciliter la mise en œuvre et d'offrir une plus grande flexibilité.

Ajustements

Dans un souci d'amélioration de l'outil d'autoévaluation, d'autres tests seront prochainement menés et impliqueront des administrations pilotes sélectionnées dans sept États membres qui seront aidées par une équipe de consultants. La coopération entre les administrations pilotes et les consultants devrait durer environ six mois durant la première moitié de l'année 2017.

Les consultants soutiendront, analyseront et suivront de près le déploiement pilote du cadre de compétences et de l'outil d'autoévaluation dans les administrations des États membres tout au long du processus d'évaluation des compétences.

Les consultants:

- ▶ adapteront l'outil d'autoévaluation en fonction des besoins de chaque administration pilote;
- ▶ soutiendront les superviseurs et les gestionnaires dans les administrations en ce qui concerne la collecte de données issues des autoévaluations effectuées par les employés utilisant l'outil, apporteront leur aide au regroupement des données au niveau de l'administration et participeront à l'analyse des données collectées et regroupées;
- ▶ identifieront les actions et fourniront des orientations sur la manière dont les compétences à améliorer ou à intégrer au sein des administrations pilotes peuvent être renforcées ou développées de manière efficace;



- fourniront des orientations personnalisées sur les feuilles de route et les stratégies pour le développement des ressources humaines en s'appuyant sur une analyse des données regroupées auprès de chaque administration.

L'étude pilote effectuée au sein des sept administrations publiques chargées de gérer les programmes du FEDER et du FC contribuera à identifier les modifications nécessaires à l'outil d'autoévaluation et permettra d'apporter des changements avant que le cadre de compétences et l'outil ne soient largement diffusés.

L'étude tirera également des conclusions sur les mesures que les administrations des États membres et la Commission européenne devraient prendre afin de garantir la mise en œuvre réussie du cadre de compétences. À leur tour, ces conclusions permettront d'élaborer des lignes directrices à destination des utilisateurs et formuleront des recommandations sur la manière de mieux promouvoir l'utilisation plus large du cadre et de l'outil d'autoévaluation, en particulier dans les États membres qui ont besoin de développer leurs capacités administratives.

Les résultats de l'étude permettront de promouvoir largement l'utilisation du cadre de compétences et de l'outil d'autoévaluation dans toutes les administrations des États membres en charge de la gestion du FEDER et du Fonds de cohésion à partir du milieu de l'année 2017.

TEST DE L'OUTIL D'AUTOÉVALUATION

Les autorités chargées des programmes suivants ont été invitées à effectuer un essai pilote du cadre de compétences et de l'outil d'autoévaluation:

- Autriche: Programme opérationnel Investissements en termes de croissance et d'emploi Autriche 2014-2020
- Bulgarie: Programme opérationnel Environnement 2014-2020
- Estonie: Programme opérationnel Financement de la politique de cohésion 2014-2020
- Grèce: Programme opérationnel régional Macédoine occidentale
- Hongrie: Programme opérationnel Environnement et efficacité énergétique
- Pologne: Programme opérationnel régional pour la Basse-Silésie
- Roumanie/Bulgarie: Programme de coopération transfrontalière

POUR EN SAVOIR PLUS

■ <http://europa.eu/!Pv34Pm>

Aller au-delà du PIB: la version finale de l'indice régional de progrès social de l'UE

En octobre, la dernière version de l'indice régional de progrès social de l'UE (IPS-UE) a révélé les résultats des mesures mises en place dans 272 régions des États membres de l'UE.

Le «progrès social» est défini comme la capacité d'une société à satisfaire les besoins humains fondamentaux de ses citoyens, à construire les fondements qui permettent à ses habitants et ses communautés de maintenir ou d'améliorer leur qualité de vie et à créer les conditions nécessaires pour qu'ils atteignent leur plein potentiel. L'IPS-UE couvre trois dimensions larges du progrès social: les besoins humains fondamentaux; les fondements du bien-être; et les opportunités. Chaque élément est décomposé en quatre composantes sous-jacentes décrites à l'aide de 50 indicateurs sociaux et environnementaux. L'exclusion délibérée des indicateurs économiques révèle que l'indice mesure le progrès social directement et n'utilise donc pas les variables économiques.

Mesurer le progrès social peut éclairer les stratégies de développement des régions de l'UE. Ce nouvel indice vise à:

- aider les régions à identifier leurs pairs, sans distinction de leur niveau de développement économique, dont elles pourraient s'inspirer et, le cas échéant, accorder la priorité aux questions qu'elles souhaitent examiner avec leur programme de la politique de cohésion;
- servir de caisse de résonance à la Commission afin de déterminer si les fonds de l'UE abordent les bonnes questions aux bons endroits;
- permettre à la DG Politique régionale et urbaine de contribuer au débat «Le PIB et au-delà».

Les résultats sont disponibles

Les résultats révèlent que les régions nordiques et néerlandaises enregistrent le progrès social le plus élevé, tandis que les régions roumaines et bulgares affichent le niveau le plus faible. Le progrès social est également fort en Autriche, en Allemagne, au Luxembourg, en Irlande et au Royaume-Uni. La Belgique et la

France se classent bien également, même si les pays enregistrent de grandes disparités au niveau interne. Les plus grandes différences internes apparaissent en Italie, où les régions centrales obtiennent de meilleurs résultats par rapport au reste du pays.

Il existe un lien fort entre l'IPS-UE et le produit intérieur brut (PIB) par habitant, bien que la relation indique que chaque niveau de performance économique comporte des opportunités pour une augmentation du progrès social, mais également des risques de diminution. Dans les régions plus pauvres, chaque euro supplémentaire du PIB par habitant contribue clairement au progrès social, alors que pour les régions plus riches, cela n'est pas nécessairement vrai. Ce point s'observe particulièrement dans les régions des capitales: par exemple, Bucarest, Bratislava, Prague, Bruxelles et Londres enregistrent toutes un niveau d'IPS relativement bas, comparé à leur PIB par habitant. Toutefois, d'autres régions, telles que les régions nordiques et la plupart des régions néerlandaises, dépassent leur niveau économique, puisqu'elles obtiennent un résultat supérieur par rapport à ce que leur PIB par habitant pourrait impliquer.

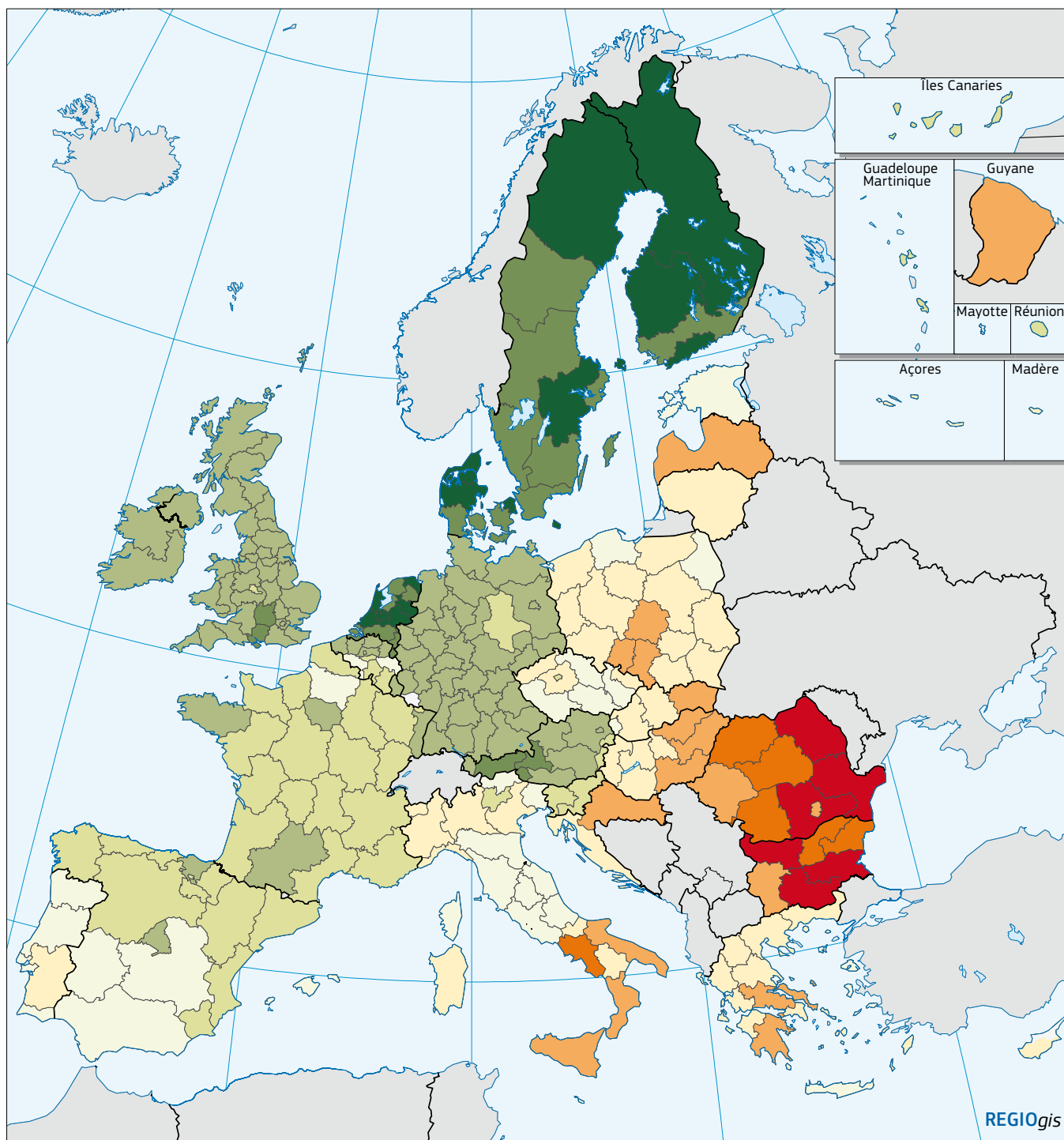
À l'exception de certaines régions des États membres qui ont rejoint l'UE en 2004 et après, l'IPS-UE révèle que les besoins humains fondamentaux sont satisfaits dans presque toutes les régions de l'UE. Les fondements de la dimension du bien-être affichent de plus grandes disparités: seuls les États membres nordiques, les Pays-Bas et l'Irlande enregistrent de bons résultats dans toutes leurs régions. Les plus grandes différences apparaissent au niveau des opportunités; de nombreuses régions du sud et de l'est de l'UE présentent de faibles performances.

L'indice régional de progrès social de l'UE est le fruit d'une coopération de trois ans entre la DG Politique régionale et urbaine¹, l'ONG *Social Progress Imperative* et Orkestra – l'Institut basque de la compétitivité. Il s'inspire du cadre général de l'indice de progrès social adapté à l'UE en recourant à des indicateurs tirés principalement des données d'Eurostat. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

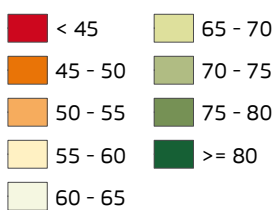
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/maps/

¹ L'indice régional de progrès social de l'UE n'a nullement pour vocation d'affecter des fonds et ne lie en aucun cas la Commission européenne.



Indice de progrès social de l'UE

Légende



Source: DG REGIO



© EuroGeographics Association pour les limites administratives

CRÉER UNE RÉFÉRENCE MONDIALE POUR UNE NAVIGATION PROPRE

**CONTRIBUTION TOTALE:
1 352 900 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
1 088 500 EUR**



Le coordinateur Andrius Sutnikas du parc scientifique et technologique de Klaipeda en Lituanie s'entretient avec Panorama au sujet du projet MarTech LNG et de la manière dont il a contribué à transformer la région du Sud de la Baltique en une plateforme pour l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) à l'échelle mondiale.

Suite à l'adoption de nouvelles réglementations européennes en faveur de combustibles maritimes plus propres, l'industrie du transport maritime des pays bordant le Sud de la mer Baltique devait rapidement s'adapter. Les huit partenaires européens du projet MarTech LNG, soutenus par l'UE, ont vu une opportunité d'exploiter les industries GNL pour stimuler la croissance et le développement de la région

et transformer le Sud de la Baltique en un modèle pour la navigation propre.

Panorama: Comment a débuté le projet?

Andrius Sutnikas: La Lituanie et la Pologne ont décidé d'investir considérablement dans la sécurité et l'indépendance énergétiques. Naturellement, les universités et les entreprises de notre réseau ont voulu savoir comment elles pourraient bénéficier du financement et d'une éventuelle nouvelle source d'énergie. Nous avons donc lancé le projet afin de mettre en place une chaîne de valeur transfrontalière dans la région du Sud de la Baltique.

Quels défis relève le projet ou quelles opportunités saisit-il?

Les entreprises et les universités locales manquent de compétences dans le domaine du GNL pour pouvoir mettre en place de nouveaux modèles commerciaux et créer des solutions technologiques. Après avoir examiné les opportunités, nous nous sommes rendu compte que l'un des principaux marchés ciblés pourrait être la navigation, étant donné que de nouvelles réglementations environnementales entraînent en vigueur. Nous avons donc transformé les défis environnementaux en opportunités commerciales grâce à des nouveaux investissements apportés par des armateurs, ce qui a permis la création d'emplois et le développement technologique de l'industrie maritime de la région. Aujourd'hui, les chantiers navals de Pologne et de Lituanie sont les chefs

de file des navires alimentés au GNL. Le Sud de la Baltique devient un modèle de navigation propre qui pourrait être exporté vers d'autres régions.

Comment avez-vous acquis et transféré l'expertise technologique nécessaire?

KSTP était le chef de projet et nous avons huit partenaires issus de cinq pays. MarTech LNG a formé 200 experts, en cartographiant les profils scientifiques en lien avec la recherche GNL dans la région et en mettant en place une plateforme de renforcement des compétences sur le portail de la coopération commerciale golng.eu: Il s'agit d'un répertoire libre d'accès des études sur la recherche en matière de GNL dans des domaines tels que la liquéfaction, les machines, les installations GNL côtières et à petite échelle, la sécurité et l'environnement, les tendances commerciales et la dynamique du marché. Nous avons également mené 14 séminaires technologiques, en donnant aux acteurs régionaux un accès à des technologies de pointe.

Suite à une vingtaine de réunions interentreprises organisées, MarTech LNG a pu lancer 10 projets commerciaux. En outre, nous avons mené des examens de faisabilité sur des offres à grande échelle relatives à la technologie GNL: l'avitaillement en GNL pour un navire effectuant de courtes distances au Danemark; la capacité du terminal GNL à Klaipeda et une nouvelle ligne de ferry entre Świnoujście et Klaipeda destinée à relier deux importantes plateformes GNL de la région.

Quel rôle a joué le financement de l'UE?

Le financement de l'UE a facilité le développement technologique et les partenariats commerciaux qui ont apporté près de 46 millions d'euros au projet qui n'aurait pas vu le jour sans cet investissement européen.

Était-il difficile de mettre en place des chaînes d'approvisionnement transfrontalières?

Créer des chaînes de valeur durables et fournir des solutions technologiques pour les nouveaux modèles commerciaux GNL représentaient nos principaux défis parce que nous avons rencontré des difficultés intersectorielles et interculturelles. Mais nous voulions offrir un avantage concurrentiel aux différents secteurs impliqués dans le partenariat commercial. Cette démarche a permis de faire comprendre que nous abordons les défis à l'échelle mondiale et que pour être compétitifs, nous devrions adopter une perspective internationale, en combinant les capacités de production de l'Est et la technologie du Nord.

Comment la région a-t-elle profité de ce projet?

Les industries de l'énergie et de la technologie marine de la région se trouvaient au cœur du projet, mais nous avons également apporté une masse critique pour le développement des infrastructures GNL dans les ports et les villes, et des données issues de la recherche pour soutenir la prise de décision dans les entités publiques et privées. Les industries de la construction navale du Sud de la Baltique en bénéficient certainement et deviennent des chefs de file dans ce domaine. Dans la région, nous avons créé des partenariats qui alimenteront le modèle commercial fondé sur le GNL. Si toutes les opportunités commerciales amorcées au cours du projet étaient mises en œuvre,

nous pourrions générer au moins 400 à 500 emplois. Nous nous attendons à ce que les activités connaissent une croissance rapide à l'avenir.

Comment avez-vous impliqué d'importantes multinationales?

Durant le projet, nous nous sommes rendus à l'un des principaux événements GNL dans le monde afin de promouvoir la chaîne de valeur régionale du GNL. Nous avons ainsi attiré l'attention de sociétés telles que GE, Shell, Emerson et Wärtsilä qui souhaitaient fournir la capacité de développement et d'innovation technologiques dans la région. Le réseau du projet maintient des relations étroites avec ces partenaires.

Quelles autres opportunités d'innovation commerciale ont été créées?

Un port ou une ville seuls ne seront jamais compétitifs dans cette industrie émergente. Nous avons besoin d'une chaîne de valeur pour développer des produits et des services en demande à l'échelle mondiale. MarTech LNG couvre l'innovation technologique et organisationnelle. Le projet a annoncé un changement de paradigme dans la pratique des combustibles de soute qui aura des impacts sur l'environnement et l'économie. Le gaz naturel est le combustible fossile le plus propre du marché. En outre, les prévisions de prix pour le gasoil à usage maritime indiquent que les navires au GNL pourraient enregistrer les plus faibles coûts d'exploitation, malgré de plus grands investissements de départ, par rapport aux autres technologies disponibles, comme l'épuration des gaz d'échappement.

Le réseau de compétences transfrontalier regroupe désormais 200 experts dotés de connaissances de pointe en matière d'ingénierie, de sécurité et d'analyse des exploitations dans le domaine du GNL.

Quelles leçons ont été tirées pour l'avenir?

Le projet MarTech LNG a développé des chaînes d'approvisionnement transfrontalières qui maximisent le potentiel économique régional de l'industrie émergente du GNL, en tirant parti des investissements des entreprises estimés à 46 millions d'euros. L'impact économique devrait augmenter à l'avenir. MarTech LNG est largement reconnu comme étant l'étincelle qui a permis différents investissements dans les secteurs de la construction navale et de l'avitaillement.

Les précédents débats sur le GNL dans la région du Sud de la Baltique étaient fragmentés et se concentraient principalement sur l'indépendance énergétique, notamment en Pologne et en Lituanie. Aujourd'hui, un cluster transfrontalier intelligent constitué de ports, de constructeurs navals, d'armateurs, de fournisseurs de technologie et d'avitaillement interdépendants dans la région du Sud de la Baltique est en plein essor. Le projet a engendré une chaîne d'activités technologiques et commerciales innovantes pour la spécialisation intelligente de l'industrie maritime du Sud de la Baltique, et a permis de créer des synergies technologiques entre les activités portuaires axées sur le GNL et les autres, comme le refroidissement à l'ammoniac. MarTech LNG illustre la manière dont des mesures douces et une coopération transfrontalière peuvent lancer la croissance économique et stimuler la création d'emplois. ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

Parc scientifique et technologique de Klaipeda: www.kmtp.lt
Chaîne de valeur GNL: www.golng.eu

DES RESSOURCES NATURELLES POUR LE CENTRE DE DONNÉES ÉCOLOGIQUE DANS LA RÉGION DE L'ÉPIRE

**INVESTISSEMENT TOTAL:
8 347 900 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
8 347 900 EUR**

Le projet GreenDC, mis en place sur les rives du fleuve Louros, a un impact significatif sur le développement et la sensibilisation en matière de TIC dans la région grecque de l'Épire.

Ces dernières années, les progrès rapides dans le domaine de l'internet et des technologies de l'information et de la communication ont entraîné une augmentation constante de la demande de grands centres de données afin d'héberger le nombre incroyable de ressources informatiques qui alimentent notre économie numérique mondiale. Ces centres conçus à cette fin consomment d'énormes quantités d'énergie qui, à leur tour, contribuent à l'augmentation des gaz à effet de serre et à leur impact négatif sur notre climat et notre environnement.

Les ordinateurs modernes génèrent beaucoup de chaleur lorsqu'ils fonctionnent, dont une partie significative est consommée par les centres de données pour les systèmes de climatisation et de refroidissement. Le projet de centre de données écologique (GreenDC), qui a été cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) au titre du programme opérationnel «Convergence numérique 2007-2013», vise à réduire l'énergie utilisée par les services informatiques, en recourant à des sources d'énergie réutilisable, alternative et durable.

Grâce à la conception écologique du projet, la consommation énergétique totale sera réduite de plus de la moitié par rapport à l'énergie utilisée par les centres de données conventionnels, ce qui entraînera un impact positif sur l'environnement.

Une solution écologique

Le GRNET, le réseau grec de recherche et de technologie, utilise des solutions respectueuses de l'environnement pour développer ses propres centres de données afin de répondre à la demande croissante en ressources informatiques présentant des coûts d'utilisation moins élevés. Dans ce cadre, il a développé le projet GreenDC qui dépend de la nature pour fournir l'eau froide nécessaire aux refroidisseurs conventionnels du système de climatisation du centre.

Contrairement à la plupart des projets informatiques en Grèce, GreenDC est situé en dehors des zones urbaines populaires, sur les rives du fleuve Louros, à côté d'une centrale hydroélectrique opérée par *Public Power Company Renewables*. L'eau froide est pompée à partir du fleuve vers le système de climatisation du centre de données et utilisée par les échangeurs thermiques pour refroidir le circuit hydraulique interne, plutôt que de recourir à des refroidisseurs gourmands en énergie.

Le centre de données est entièrement conçu dans six conteneurs préfabriqués qui hébergent l'équipement informatique, l'alimentation en énergie et les systèmes UPS, un poste électrique à moyenne tension, le système de refroidissement, un groupe électrogène de secours et le bureau du personnel. Son opération est complètement automatisée, les processus de suivi et d'administration étant contrôlés à distance depuis GRNET, grâce à l'automatisation extensive, à des systèmes de détection et à l'imagerie vidéo.

Le centre, qui héberge actuellement 200 serveurs informatiques de pointe, offre des services avancés, tels que l'informatique en nuage, aux utilisateurs de GRNET. Il progresse également de manière significative vers l'amélioration de la sensibilisation aux TIC et le développement du savoir-faire technologique pertinent, en favorisant les interactions avec la communauté locale et les établissements universitaires de la région de l'Épire. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.grnet.gr>

PROJETS

LA DUTCH GAME GARDEN CRÉE DES TALENTS DE L'INDUSTRIE DU JEU

**INVESTISSEMENT TOTAL:
4 000 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
1 600 000 EUR**

L'industrie néerlandaise du jeu vidéo a été stimulée par la création de la pépinière d'entreprises, la *Dutch Game Garden*, qui fournit un espace de mise en réseau et des services innovants pour les leaders établis de l'industrie et pour créer de nouveaux talents.

Les Pays-Bas ont investi massivement dans le secteur des jeux vidéo avec la création de la *Dutch Game Garden* (DGG), une pépinière d'entreprises innovante qui vise à promouvoir les talents au sein de l'industrie. Depuis sa naissance en 2008, la DGG est devenue une communauté dynamique qui a attiré toute une série d'entreprises innovantes et d'experts.

Cette pépinière d'entreprises et ce centre d'événements consacrés à l'industrie des jeux vidéo se sont révélés être un concept unique et fertile tant aux Pays-Bas qu'au niveau international, selon Eline Muijres, directrice de la communication de la DGG. Avant 2008, l'industrie souffrait d'un manque de visibilité et était incapable de coordonner et soutenir les nouvelles initiatives, a-t-elle déclaré. La DGG a permis aux Pays-Bas de créer un réseau de professionnels de l'industrie et d'attirer de nouveaux talents.

Entre 2008 et 2014, quelque 75 entreprises ont été hébergées au siège de la DGG à Utrecht et dans d'autres centres à Hilversum et Breda. Cette initiative a créé plus de 200 emplois et a généré 6 millions d'EUR de recettes. La DGG a également aidé plus de 500 entreprises, par le biais de services de conseil, de consultation et de mise en relation.

La DGG organise toute une série d'événements, notamment des déjeuners de mise en réseau pour les clients potentiels, les étudiants, les professeurs et les investisseurs. Son événement annuel Indigo offre aux meilleurs créateurs de jeux néerlandais une vitrine privilégiée pour mettre en valeur leur travail. Parmi les autres activités figurent des master classes pour les talents de demain, des séances improvisées de création de jeux (*game jams*) et des ateliers. À ce jour, plus de 22 000 personnes ont participé aux événements de la DGG.

«La *Dutch Game Garden* est rapidement devenue un concept réputé à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des Pays-Bas. Il s'agit d'un espace dédié aux entreprises du secteur du jeu et de la

technologie, soutenu par un programme d'aide aux nouvelles entreprises, de nombreux événements de mise en réseau, des centaines de publications et de nouveaux établissements créés dans le pays tout entier. Cette combinaison d'activités qui se renforcent mutuellement nous rend uniques aux Pays-Bas et à l'étranger,» selon Jan-Pieter van Severter, directeur général de la DGG.

Des jeux sérieux

La DGG héberge un grand nombre d'entreprises de l'industrie du jeu qui jouissent d'un rayonnement international et qui développent des applications de divertissement ou des jeux sérieux.

En fait, la DGG est un des principaux promoteurs des «jeux sérieux» – une catégorie qui utilise les techniques du jeu pour former ou éduquer les utilisateurs sur certains sujets, tels que les soins aux personnes âgées et la sécurité des patients. Lors d'une visite à la DGG en 2015, la commissaire européenne à la politique régionale Corina Crețu a été particulièrement impressionnée par ses activités dans ce domaine.

La DGG a également mis en place des services de mentorat pour les entreprises en matière de développement d'applications, de campagnes en ligne et de conception interactive, ainsi que des services d'aide à la création de jeux. Elle a utilisé les fonds du projet pour fournir un soutien accru et une plus large gamme de services de couveuse d'entreprises à un plus grand nombre de sociétés et pour déménager dans des locaux plus modernes. Il existe par ailleurs une volonté de promouvoir la présence du secteur néerlandais dans des salons professionnels internationaux et d'améliorer la visibilité de l'industrie en collaborant à la rédaction de plus de 1 250 articles destinés aux médias numériques et audiovisuels, ainsi qu'à la presse écrite.

L'investissement total du projet «Dutch Game Garden» s'élève à 4 millions d'EUR, auquel le Fonds européen de développement régional (FEDER) contribue à hauteur de 1,6 million d'EUR par l'intermédiaire du programme opérationnel «Pays-Bas occidentaux» sur la compétitivité et l'emploi pour la période de programmation 2007-2013.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.dutchgamegarden.nl

Une vision commune de la politique de cohésion après 2020



Enrico Rossi, président de la région de la Toscane et vice-président de la CRPM, s'entretient avec *Panorama* à propos de l'importance de l'événement et de la vision de la CRPM sur la politique de cohésion après 2020.

Quelle est votre opinion personnelle concernant la European Week of Regions and Cities (EWRC) de cette année?

La EWRC de cette année a offert aux régions européennes l'opportunité de mettre en valeur leur capacité à engendrer croissance et emplois, à mettre en œuvre la politique de cohésion de l'Union européenne et à démontrer l'importance des niveaux local et régional dans la mise en place d'une bonne gouvernance européenne.

Pour la CRPM et les 160 régions périphériques maritimes d'Europe qu'elle représente, la EWRC a permis d'organiser cet événement important qui a apporté une perspective régionale quant à l'avenir de la politique de cohésion. Grâce à des exemples concrets présentés par nos régions membres, la conférence a révélé le rôle de la politique de cohésion dans la mise en œuvre des priorités de l'UE, l'amélioration des conditions d'investissement et l'accomplissement de la cohésion territoriale, économique et sociale.

Nous avons montré que les Fonds structurels et d'investissement européens



contribuent aux priorités de l'UE, telles que la migration, le changement climatique et la croissance des PME. Nous avons en outre souligné le rôle de la politique de cohésion dans l'élaboration des modalités et conditions des investissements durables et à long terme.

Quel est le point de vue de la CRPM sur le déroulement actuel de la période de financement 2014-2020?

L'investissement est une des priorités de l'UE, voire la priorité principale. Il s'agit également d'une priorité claire de la Commission Juncker pour la période 2014-2020, et la CRPM soutient pleinement cette vision. C'est la raison pour laquelle nous voulons nous assurer que la politique de cohésion est reconnue en tant que principale politique d'investissement de l'UE.

Par conséquent, la CRPM demande au Président Juncker et à la Commission européenne de reconnaître le véritable potentiel et la force des régions européennes. Nous nous tournons vers l'avenir et la stratégie de l'UE pour l'après 2020, date à laquelle un nouvel ensemble de politiques et de programmes de financement commencera.

La Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) et la DG REGIO de la Commission européenne ont organisé une conférence importante à Bruxelles en octobre afin de discuter du rôle crucial que la politique de cohésion joue sur l'avenir de l'Union européenne.

L'événement – «Le rôle de la politique de cohésion dans la mise en œuvre des priorités de l'UE» – visait à légitimer le rôle de la politique de cohésion dans la réalisation des priorités de l'UE et à montrer qu'il s'agit bien plus que d'une simple manne financière.



^ Eleni Marianou, secrétaire générale de la CRPM



^ Normunds Popen, directeur général adjoint à la mise en œuvre, DG Politique régionale et urbaine, Commission européenne

Nous nous réjouissons des efforts visant à simplifier la mise en œuvre des programmes dans le cadre de la gestion partagée, des fonds supplémentaires alloués à l'initiative pour l'emploi des jeunes, de l'élargissement de l'initiative en faveur des PME et de la création d'une priorité d'investissement concernant l'intégration des migrants. Il s'agit de propositions très positives de la Commission européenne, annoncées dans le cadre de la révision à mi-parcours du budget de l'UE.

Quelle est la vision de la CRPM sur la période de l'après 2020?

Le projet de l'UE se trouve à un tournant décisif et nous avons maintenant l'opportunité de moderniser la politique de cohésion pour la placer au cœur d'une UE réformée. Notre vision sur l'avenir de la politique est claire: la politique de cohésion va bien au-delà d'un simple financement; il s'agit d'une politique ancrée dans le traité UE qui met en œuvre les priorités de l'UE dans les territoires européens.

C'est notre devoir en tant que régions de montrer que cette politique apporte bien d'autres bénéfices. Nous avons été ravis que la commissaire Crețu partage cette vision avec nous lors de la conférence sur le budget de l'UE axé sur les résultats.

Comment la CRPM va-t-elle contribuer à la préparation de la période de l'après 2020?

Nous avons plusieurs idées concernant les changements nécessaires pour moderniser la politique de cohésion. Les régions périphériques et maritimes que nous représentons ont adopté un document de prise de position soulignant que la politique de cohésion est essentielle à la croissance économique de tous les territoires européens et doit être renforcée pour faire face à l'évolution des priorités de l'UE. La politique doit être modernisée et façonnée afin de se trouver au cœur d'une Union européenne réformée.

La politique de cohésion n'est pas qu'une simple manne financière; elle corrige les disparités régionales et génère croissance et emplois, ce qui la rend plus importante que jamais. Nous invitons vivement la Commission européenne à développer une stratégie européenne à long terme en matière d'investissement, qui combine les forces communes de la politique de cohésion et du Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Nous demandons également à la Commission de procéder à des changements profonds afin de simplifier la politique pour les bénéficiaires et les autorités de gestion et d'élaborer un ensemble commun de règles pour les cinq Fonds structurels et d'investissement européens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://cpmr.org/fr/>

LIGNES DIRECTRICES DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE TIC



Une nouvelle brochure a été publiée. Elle vise à aider les autorités de gestion et les administrations publiques à concevoir et à mettre en œuvre efficacement les investissements en matière de TIC. Le guide répertorie les projets réussis de l'UE dans des domaines tels que l'administration, la santé ou la formation en ligne, ainsi que l'infrastructure à large bande et les applications de réseau. L'objectif consiste à encourager les autorités de gestion et les administrations publiques à améliorer l'accès, l'utilisation et la qualité des TIC, conformément aux deux conditions ex ante en matière de TIC définies dans le cadre de l'objectif thématique 2.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!Yb39tW>

NOUVEAUX ACCORDS DE GARANTIE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE PME EN BULGARIE

De nouveaux accords ont été signés entre le Fonds européen d'investissement (FEI) et les intermédiaires financiers en Bulgarie, dans le cadre de son programme relatif à l'initiative PME. Six mois après le lancement du programme, cinq accords ont été signés avec United Bulgarian Bank, Raiffeisenbank Bulgaria, UniCredit Bulbank, ProCredit Bank et CIBANK. 385 millions d'EUR de financement en faveur des PME dans le pays devraient être ainsi débloqués. «La Bulgarie fait partie du groupe des États membres qui bénéficient de ce programme innovant de la politique de cohésion; ces accords montrent concrètement que l'initiative PME porte ses fruits,» a déclaré Corina Crețu, la commissaire à la politique régionale.

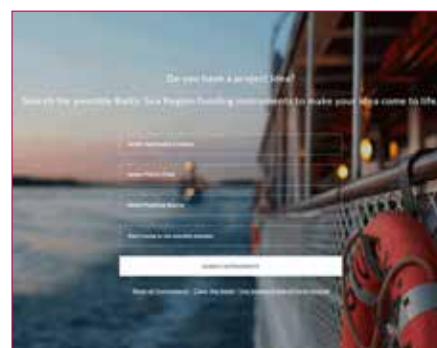
L'initiative PME est un instrument financier développé conjointement par la Commission et le Groupe de la Banque européenne d'investissement (BEI). Elle s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large visant à encourager les États membres à doubler le montant des fonds investis au titre de la politique de cohésion par le biais d'instruments financiers, conformément aux objectifs du plan d'investissement pour l'Europe. «J'espère que ces nouveaux accords convaincront d'autres États membres à rejoindre l'initiative,» a ajouté la commissaire Crețu.

POUR EN SAVOIR PLUS

http://www.eif.org/what_we_do/guarantees/sme_initiative/smei_bulgaria/index.htm

PUBLICATION DU PORTAIL DES FONDS DISPONIBLES DANS LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE

Un nouvel outil de recherche des financements disponibles pour les projets dans la région de la mer Baltique a été développé par INTERACT et l'Institut suédois. Le portail «Baltic Funding» répertorie plus de 300 instruments de financement facilitant la coopération dans la région de la mer Baltique.



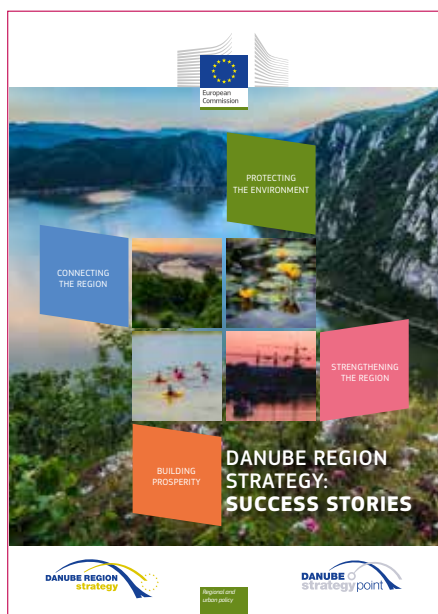
Cet inventaire comprend plus de 300 instruments de financement. Ces derniers couvrent les sources de financement publiques et privées de tous les pays de la région de la mer Baltique (Allemagne, Pologne, Danemark, Suède, Finlande, Estonie, Lituanie et Lettonie), y compris les pays non membres de l'UE, tels que la Norvège et la Russie. Les programmes de financement disponibles à l'échelle de l'UE y figurent également.

Il s'agit d'un outil utile, puisque, pour la première fois, de nombreux instruments de financement y sont présentés en anglais. De plus amples informations sont disponibles dans la langue d'origine et sur les sites internet spécifiques des instruments.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://funding.balticsea-region.eu/>

LA RÉGION DU DANUBE SE CONCENTRE SUR L'INNOVATION



Le 5^e forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR) s'est tenu du 3 au 5 novembre 2016 à Bratislava, sous le titre «Flux novateurs: eau, connaissances et innovation dans la région du Danube». Durant la séance d'ouverture, les deux sessions plénières et les six ateliers, plus de 800 parties prenantes issues de la région ont débattu des futurs défis et opportunités. Les discussions ont notamment porté sur la possibilité de combiner différents fonds (y compris des fonds privés) pour financer les projets; le rôle crucial de la R&I, en particulier la spécialisation intelligente; la nécessité de cibler les jeunes chercheurs (par exemple grâce à la mise en place d'incitations fiscales pour contrer la fuite des cerveaux); et les efforts visant à développer une stratégie commune d'adaptation au changement climatique pour le bassin du fleuve dans son ensemble.

Pour marquer les cinq années d'existence de la stratégie, une nouvelle brochure a été publiée afin de mettre en avant les réalisations significatives qu'elle a engendrées et qui gagnent en visibilité.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!JM99Nm>

COUP DE PROJECTEUR SUR LES QUATRE STRATÉGIES MACRORÉGIONALES

Le programme INTERACT a mis en ligne la toute première publication couvrant les quatre stratégies macrorégionales de l'UE. Le document intitulé «Les stratégies macrorégionales en période de changements – EUSBSR, EUSDR, EUSALP et EUSAIR se tournent ensemble vers l'avenir» offre un aperçu des problématiques qui concernent les quatre stratégies et vise à familiariser les parties prenantes avec les stratégies des autres macrorégions. L'objectif consiste à faciliter les futures activités entre pairs et la coopération entre les différentes stratégies.

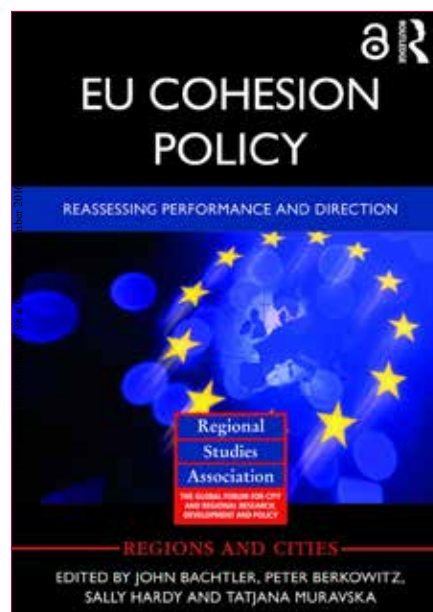


La publication contient des points de vue d'experts ainsi qu'un questionnaire intéressant pour tester les connaissances des lecteurs sur les stratégies macrorégionales.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!WD86hd>

LA POLITIQUE DE COHÉSION DE L'UE: RÉÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'ORIENTATION



Cet ouvrage rassemble universitaires, membres des institutions européennes et décideurs politiques aux niveaux régional et national afin d'évaluer la performance et l'orientation de la politique de cohésion de l'UE, à la suite des réformes les plus importantes apportées à la politique en une génération. En réponse aux critiques antérieures quant à l'efficacité de la politique, les changements instaurés en 2013 ont aligné les Fonds structurels et d'investissement européens sur la stratégie Europe 2020 et ont introduit des mesures visant à améliorer la cohérence stratégique, la performance et le développement intégré. L'ouvrage a été publié en accès libre et est donc disponible en téléchargement gratuit.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.tandfebooks.com/action/showBook?doi=10.4324/9781315401867>

NOUVELLES [EN BREF]

L'UE INVESTIT DANS L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT EN POLOGNE

La Commission européenne a approuvé trois «grands projets», d'une valeur totale de 350 millions d'EUR provenant du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion, afin d'améliorer la connectivité régionale et internationale et de fluidifier le trafic à proximité ou le long du corridor Baltique-Adriatique du réseau transeuropéen de transport (RTE-T).

Le premier projet, qui recevra 93,5 millions d'EUR au titre du Fonds de cohésion, couvre la construction d'un contournement près de la ville de Radom, dans la voïvodie de Mazovie, sur la voie rapide S7. L'objectif est de réduire la congestion routière autour de la ville et d'assurer

une connexion rapide aux réseaux routiers internationaux. Le deuxième projet, doté de 154 millions d'EUR du Fonds de cohésion, finance des travaux d'amélioration le long de la route express S8, dans les voïvodies de Mazovie et de Podlachie, afin de faciliter l'accès aux liaisons interrégionales dans le réseau routier RTE-T. Enfin, le dernier projet, d'une valeur de 103,5 millions d'EUR provenant du Fonds européen de développement régional, comprend la conception et la construction de deux contournements dans la voïvodie de Cujavie-Poméranie, près des villes d'Inowrocław et de Brodnica. Ces contournements permettront de désengorger le trafic dans les centres-villes. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Fonds ESI: <http://europa.eu/!vP47kw>

CORRIGENDUM

À la page 41 du *magazine Panorama 58*, dans l'article de Marjorie Jouen intitulé «Garantir la future cohésion politique après 2020», une erreur s'est glissée dans le paragraphe final. Le texte aurait dû apparaître comme suit: *«Il faudrait promouvoir la coopération territoriale comme méthode de mise en œuvre des programmes d'investissement régional entre les districts urbains et ruraux, les régions côtières et montagneuses et les autorités locales, en plus de constituer un objectif spécifique», plutôt que «Il faudrait promouvoir la compétition territoriale comme méthode de...»*

Nous regrettons sincèrement cette erreur et nous nous excusons pour tout éventuel malentendu.



PROGRAMME

30-31 MARS 2017

Bruxelles (BE)

Forum des régions ultrapériphériques

26-27 JUIN 2017

Bruxelles (BE)

Forum sur la cohésion

JUIN 2017

Lieu à confirmer

Conférence RIS3

9-12 OCTOBRE 2017

Bruxelles (BE)

European Week of Regions and Cities

10 OCTOBRE 2017

Bruxelles (BE)

Cérémonie des prix RegioStars

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser.

Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2016

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le *magazine Panorama* (numéro 59); les images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 59 du magazine *Panorama* et dans ses différentes versions linguistiques – les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Imprimé en Belgique

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en décembre 2016.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © iStock, xeni4ka

Page 4: © Jan Olbrycht, Intergroupe URBAN

Page 5: © Joan Clos, ONU-Habitat

Page 7: © Commission européenne

Page 10: © iStock, xeni4ka

Page 11: © Thinkstock

Pages 14, 15: © Commission européenne

Pages 18, 19, 20, 21: © Commission européenne

Page 22: © ADR du Nord-Est de la Roumanie /

Alliance des provinces du Nord des Pays-Bas

Page 23: © Autorité de gestion du FEDER, Toscane

Pages 26, 27: © Commission européenne

Page 28: © Commission européenne

Page 29: © IDA VIB architecture

Page 30: © Ville de Saint-Dizier, © Nancyclotep

Pages 31, 32, 34, 35: © Commission européenne

Page 39: © iStock, gradyreese

Page 42: © iStock, MsLightBox, MarTech LNG

Page 44: © GRNET

Page 45: © dutchgamegarden

Page 46: © CPMR

Page 47: © Commission européenne

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



@EU_Regional
 #CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



flickr.com/euregional



RegioNetwork



yammer.com/RegioNetwork



ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en
 @CorinaCretuEU

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Programme du site Info regio:
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/



Office des publications

Commission européenne
 Direction générale de la politique régionale et urbaine
 Communication – Ana-Paula Laissy
 Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
 E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu